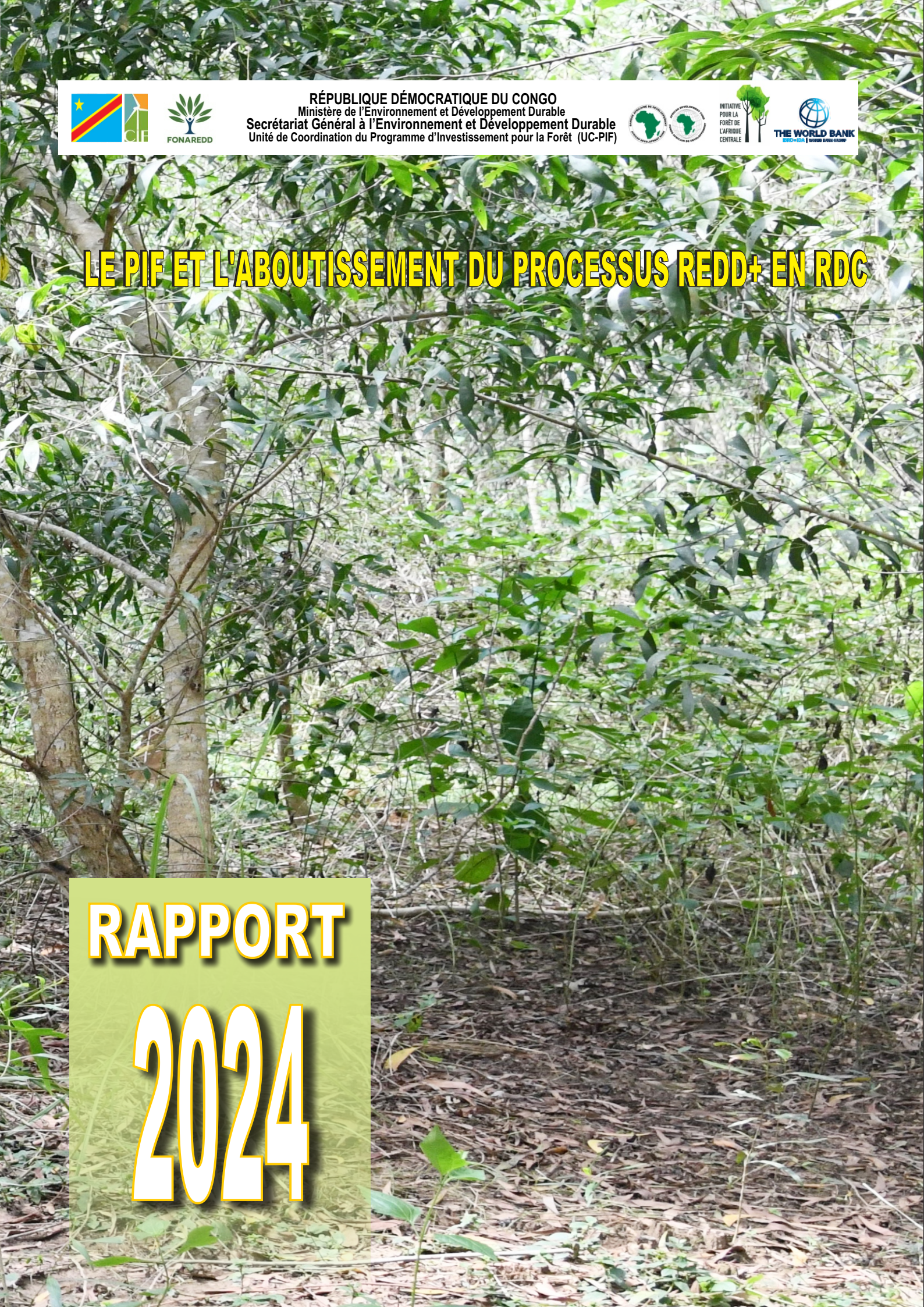


RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Ministère de l'Environnement et Développement Durable
Secrétariat Général à l'Environnement et Développement Durable
Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF)

LE PIF ET L'ABOUTISSEMENT DU PROCESSUS REDD+ EN RDC

RAPPORT 2024

Ce rapport est déstiné au grand public.
Pour les détails sur les aspects techniques, veuillez contacter l'Unité de Coordination du PIF

ucpif.cd@gmail.com
www.ucpif.cd

Rapport d'activités publié par l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt de la RDC.

Supervision :
Dr. Clément VANGU LUTETE, Coordonnateur National

Rédaction :
Yannick LWAMBA FATAKI, Expert National en Suivi & Evaluation

Contributions :
Noël Prosper DIAMBU MALANDA, Responsable Administratif et Financier
Alex YENGE BOMBA, Spécialiste en Gestion des Risques Environnementaux
Affermi KUFINU DIAMATONDO, Expert en SIG & AT
Willy MVUMBI MAVUNGU, Expert en Foresterie et Biodiversité
Hugues WAMBA, Expert Agroéconomiste
Charles KUDIMBANA, Expert en Solutions de Cuisson Propre
Samuel II BEGAA, Expert en Développement Social
Laurianne FURAHA, Expert Genre & VBG
Anselme SISI MUMBERE, Expert en Communication
Angelo Clay BAKAVUIDI TUSOSA, Responsable Passation des Mrachés
Papy SINGA TABOU, Assistant du Coordonnateur
Jean KAPITA ZALOSO, Assistant Administratif et Opérateur de Saisie

Mise en page et infographie :
Bleu Blanc

Copyright UC-PIF Mars 2025

www.ucpif.cd
www.facebook.com/pifrdc

ACRONYMES

ACP : Agence Congolaise de Presse
ACODED : Action Concertée pour le Développement Durable
ADIKIS : Action pour le Développement Intégré de Kisangani et de la Cuvete Centrale Congolaise
ALE : Agence Locale d'Exécution
AMAR : Action Massive Rurale
AMI : Avis à Manifestation d'Intérêts
ANAPAC : Alliance Nationale d'Appui et de Promotion des Aires et Territoires du Patrimoine Autochtone et Communautaire
ANO : Avis de Non Objection
APA : Accès et Partage des Avantages
APROBES : Actions pour la Promotion du Bien-Être Social
APRODI : Agence pour la Promotion et le Développement Intégré
ASBL : Association Sans But Lucratif
AT : Aménagement du Territoire
BAD : Banque Africaine de Développement
BERD : Bureau d'Etudes et de Recherche pour le Développement
BM : Banque Mondiale
BMD : Banque Multilatérale de Développement
CABEN : Cacaoyère de Bengamisa
CADIM : Centre d'Appui au Développement Intégral de Mbankana
CAFI : Central African Forests Initiative (Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale)
CARG : Conseil Agricole et Rural de Gestion
CART : Conseil Agricole et Rural de Territoire
CAVRE : Contrat d'achat/Vente des Réductions des Emissions
CEILU : Centre d'Encadrement Intégré de Lukibu
CEMA : Cultures et Elevages du Mayumbe
CES : Cadre Environnemental et Social
CEP : Cellule d'Exécution du Pojet
CF : Cadre Fonctionnel
CFCL : Concession Forestièe des Communautés Locales
CGES : Cadre de Gestion Environnemental et Social
CGRPC : Cadre de Gestion de Rsessources Physiques Culturelles
CIF : Climate Investment Fund (Fonds d'Investissement pour le Climat)
CLD : Comité Local de Développement
CN-REDD : Coordination Nationale REDD+
CPM : Cellule de Passation des Machés
CPR : Cadre de Politique de Réintallation
COCOSI : Comité de Coordination et de Suivi
COP : Conférence des Parties
COOINDELO : Coopérative Ingende Lokouke
COOPEBAS : Coopérative des Basengele
COVID-19 : Corona Virus Disease 2019
CPPA : Cadre de Planification en faveur des Peuples Autochtones
CSB : Centre de Surveillance de la Biodiversité
CSNOV : Centre d'Etudes des Substances Naturelles d'Origine Végétale
CTMP-PF : Comité Technique Multisetcoriel Provincial de Planning Familial
DDD : Direction de Développement Durable
DES : Division des Services Environnementaux
DIAF : Direction des Inventaires et Aménagement Forestiers
EIES : Etude d'Impacts Environnementaux et Sociaux
ERPA : Emission Reduction Purchase Act
FA/CAFI : Financement Additionnel/Initiative pour les Forêts de l'Afrique Centrale
FA/FEM : Financement Additionnel/Fonds pour l'Environnement Mondial
FC : Franc Congolais
FCPF : Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier
FDM : Fondation Daniel Madimba
FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial
FONAREDD : Fonds National REDD
FRMi : Forêts, Ressources, Management Ingénierie
GES : Gaz à Effets de Serre
GPS : Global Positionning System (Système de Positionnement Global)
Ha : Hectare
HIMO : Haute Intensité de Main d'Oeuvre
HS/EAS : Harcèlement Sexuel/Exploitation et Abus Sexuels
ICCN : Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
MEDD : Ministère de l'Environnement et Développement Durable
METT : Management Effectivness Tracking Tool
MOD : Maître d'Ouvrage Délégué
MGP : Mécanisme de Gestion des Plaintes
MPO : Manuel des Procédures des Opérations

CIF : Fonds d'Investissement pour le Climat)
CLD : Comité Local de Développement
MPTF : Multi - Partner Trust Fund
MRV : Mesure, Rapportage et Vérification
NES : Normes Environnementales et Sociales
NVD : Nouvelle Vision de Développement
OCEAN : Organisation Concertée des Écologistes et Amis de la Nature
OCC : Office Congolais de Contrôle
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONU-REDD : Programme des Nations Unis pour la Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
OSAPY : Organisation d'Accompagnement et d'Appui aux Pygmées
OPERPA : Opérationnalisation de l'ERPA
OPS : Opérateur de Saisie
PA : Peuples Autochtones
PAD : Project Appraisal Document
PDD : Plan de Développement Durable
PLD : Plan Local de Développement
PFNL : Produits Forestiers Non Ligneux
PDT : Plan de Développement du Territoire
PEES : Plan d'Engagement Environnemental et Social
PFABO : Produits Forestiers Autres que le Bois d'Oeuvre
PGEC : Plan de Gestion de l'Espace Contractuel
PGES-C : Plan de Gestion Environnemental et Social de Chantier
PGAPF : Projet de Gestion Améliroée des Paysages Forestiers
PGMO : Plan de Gestion de la Main-d'Oeuve
PGPP : Plan de Gestion des Pestes et Pesticides
PGRN : Plan de Gestion des Ressources Naturelles
PIF : Programme d'Investissement pour la Forêt
PIFORES : Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes
PIREDD : Projet Intégré REDD+
PIREDD/MBKIS : Projet Intégré REDD+ dans les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani
PIREDD/MND : Projet Intégré REDD+ dans le Maï-Ndombe
PM : Passation des Marchés
PMPP : Plan de Mobilisation des Parties Prenantes
PNSR : Programme National de Santé de la Reproduction
PPA : Plan en faveur des Peuples Autochtones
PPB : Plan de Partage des Bénéfices
PPM : Plan de Passation des Marchés
PRE : Programme de Réduction d'Emissions
PSAT : Plan Simple d'Aménagement du Territoire
PSE : Paiement pour Services Environnementaux
PSG : Plan Simple de Gestion
PSG/ZT : Plan Simple de Gestion des Zones Tampons
PUT : Plan d'Utilisation des Terres
RE : Réduction des Emissions
RDC : République Démocratique du Congo
REDD : Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
RNA : Régénération Naturelle Assistée
RNTL : Réserve Naturelle Tumba Lediima
RSF : Rapport de Suivi Financier
RTNC : Radio Télévision Nationale Congolaise
SECOFIC : Société d'Expertise Comptable, Fiscal et en Conseil
SG-EDD : Secrétariat Général à l'Environnement et Développement Durable
SGBD : Système de Gestion des Bases des Données
SIG : Système d'Information Géographique
SIS : Système d'Information sur les Sauvegardes
SNSF : Système National de Surveillance des Forêts
TDR : Termes de Référence
UC-PIF : Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt
UGP : Unité de Gestion du Projet
UPINO : Union des Paysans d'Inongo
USD : Dollar Américain
VBG : Violences Basées sur le Genre
VSAT : Very Small Aperture Terminal
WWC : Wildlife Works Carbon
WWF : Worldwide Fund for Nature (Fonds Mondial pour la Nature)

PREFACE



Les questions environnementales et de changement climatique demeurent au centre de l'action du Gouvernement de la République Démocratique du Congo depuis plusieurs années. Consciente du rôle qu'elle est appelée à jouer à l'échiquier mondial pour préserver l'équilibre des écosystèmes au regard de l'importance de son massif forestier et de sa biodiversité, la RDC, à l'instar d'autres pays du monde, a entrepris des efforts pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre et réduire la pauvreté à travers des politiques de gestion durable des ressources forestières et de valorisation des services environnementaux .

Dans ce cadre, plusieurs actions ont été entreprises au niveau national. Il s'agit notamment de i) la révision de la Contribution Déterminée Nationale (CDN) dont la cible de réduction des émissions est passée de 17% à 21% pour la période 2021-2030, ii) l'accélération des reformes forestières, foncières, et d'aménagement du territoire, et iii) la poursuite du programme présidentiel visant à planter 1 milliard d'arbres et la conservation d'au moins 30% des zones terrestres, des eaux intérieures et des zones côtières à l'horizon 2030, etc.

Sous l'impulsion du Président de la République, SE Félix-Antoinne TSHISEKEDI TSHILOMBO, la Première Ministre et Cheffe du Gouvernement, Madame Judith SUMINWA TULUKA, a davantage matérialisé la vision du Chef de l'État avec l'inscription de la question environnementale au Programme du Gouvernement.

Avec l'émergence de la finance climatique et du marché du Carbone, il est plus que temps que la RDC, au regard de son rôle dans le maintien de l'équilibre des écosystèmes, bénéficie des dividendes de ses efforts pour répondre à son engagement sans faille de développement économique et social de sa population. Face aux exigences de ce nouveau domaine de l'économie, notamment l'intégrité de Crédits des Réductions des Émissions (CRE) mis sur le marché du carbone, des actions sont entreprises au niveau national pour maintenir et garantir l'intégrité du marché carbone afin d'attirer plus de ressources financières.

C'est ici le lieu de saluer tous nos partenaires techniques et financiers, en particulier la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement, le CAFI qui ne cessent d'accompagner la RDC dans ses efforts de préservation de l'environnement.

Quant à l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt, nous reconnaissons la qualité du travail abattu depuis plusieurs années, notamment dans le cadre du processus REDD+ dont les projets mis en œuvre ont permis à la RDC d'atteindre la dernière étape, à savoir : « les paiements basés sur les résultats » à travers l'ERPA du Maï-Ndombe pour lequel le pays va prochainement bénéficier du premier décaissement pour la première période de vérification 2019-2020.

Avec le passage à l'échelle des approches et incitations développées dans le cadre du PGAPF dans d'autres Provinces à travers le Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes (PIFORES) lancé officiellement au mois d'octobre 2024, j'invite l'équipe de l'UC-PIF à plus de détermination et d'innovation dans le travail de sorte que les investissements qui seront déployés dans le cadre du PIFORES permettent aussi de capter le financement climatique afin de contribuer aux efforts de lutte contre le changement climatique et contribuer au développement économique et social du pays tout en garantissant la gestion durable des ressources naturelles.

Maître Eve BAZAIBA
Ministre d'État en charge de l'Environnement
et Développement Durable



Plantation de Cacao (20 ha) du Fermier BOKONGO, Village Mugbamboli, Lubuya-Bera/Province de la¨Tshopo

AVANT-PROPOS



Pour la neuvième année consécutive, l'Unité de Coordination du Programme d'Investissement pour la Forêt (UC-PIF), sous couvert du Secrétariat Général à l'Environnement et Développement Durable, a l'honneur de vous présenter son rapport d'activités de l'exercice 2024 destiné au grand public conformément au processus de redevabilité dans lequel s'inscrit sa vision.

L'année 2024 a été marquée par quatre événements majeurs à savoir i) la clôture du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF), ii) le lancement officiel du Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes (PIFORES), iii) la soumission du premier rapport de suivi du Contrat d'Achat/Vente des Réductions d'Émissions (CAVRE/ERPA) dans le cadre du Programme de Réduction d'Émissions du Maï-Ndombe et iv) l'organisation de la clôture du Plan d'Investissement du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF) de la RDC. Ces événements marquent l'aboutissement du processus REDD+ en RDC après avoir franchi avec succès les étapes de préparation et d'investissement. D'où le thème retenu pour ce rapport annuel 2024 : « Le PIF et l'aboutissement du processus REDD+ en RDC ».

Après plus de 10 années de mise en œuvre des projets dans certaines Provinces de l'Ouest (Maï-Ndombe, Kongo Central, Kinshasa), du Centre (Kasaï-Central, Kasaï-Oriental, Lomami) et de la partie Est (Tshopo), les investissements qui ont été déployés ont contribué significativement à restaurer les paysages des zones dégradées et à améliorer les conditions de subsistance des ménages situés dans ces différentes zones.

En effet, durant plus d'une décennie, les résultats atteints ont induit des changements transformationnels importants passant par i) l'amélioration des rendements agricoles dans les zones des savanes dégradées ii) le désenclavement de certaines entités, iii) la gestion durable des écosystèmes, et de changement des comportements en matière de gestion environnementale et sociale.

Avec le démarrage imminent des activités inscrites aux programmes des nouvelles initiatives à savoir le PIFORES et le projet PSE, ainsi que l'ERPA, la dynamique du changement transformationnel visé par ces investissements va davantage se consolider en vue d'une gestion durable des forêts ainsi que le développement des économies locales des Provinces concernées par ce passage à l'échelle des approches qui ont été expérimentées durant plus d'une décennie.

Aussi, les investissements réalisés dans l'ex District des Plateaux dans le cadre du PGAPF ont contribué à la performance de l'ERPA du PRE Maï-Ndombe, et vont permettre à la RDC de bénéficier dès 2025 de son premier paiement des réductions d'émissions à l'échelle de la Province.

Nous ne saurions aller plus loin sans saluer et reconnaître l'engagement des partenaires techniques et financiers de notre programme, en particulier la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et le CAFI/FONAREDD qui ne cessent de nous accompagner depuis plusieurs années.

Aux Autorités du Ministère de l'Environnement et Développement Durable, en l'occurrence Madame Eve BAZAIBA et Monsieur Benjamin TOIRAMBE, respectivement Ministre d'État et Secrétaire Général à l'Environnement et Développement Durable, nous tenons à les remercier pour tout l'appui continu apporté à notre Unité de Gestion dans la mise en œuvre des différents projets.

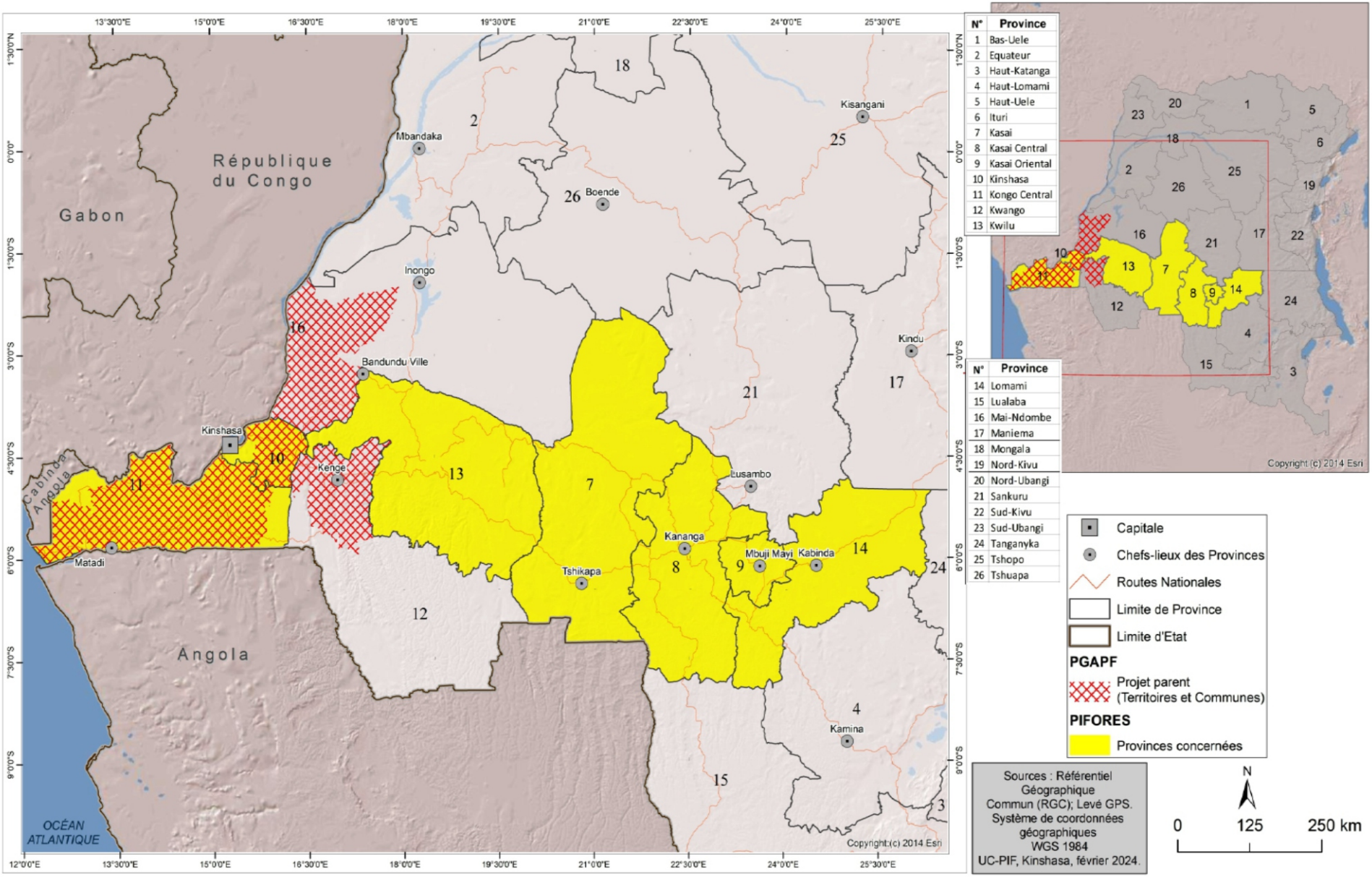
A l'équipe de l'UC-PIF et autres collaborateurs de notre programme à savoir les agents de du MEDD, l'ensemble du personnel des Agences locales d'Exécutions et des autres opérateurs de terrain et les structures partenaires, y compris la société civile environnementale, nous ne pouvons pas passer sous silence leur précieuse coopération pour surmonter avec succès chaque année, les défis qui sont liés à la mise en oeuvre des projets sur terrain.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Clément VANGU LUTETE
Coordonnateur PIF/RDC

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF)
Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF)
Programme d'Investissement pour la Forêt et la Resaturation des Savanes (PIFORES)



N°	Province
1	Bas-Uele
2	Equateur
3	Haut-Katanga
4	Haut-Lomami
5	Haut-Uele
6	Ituri
7	Kasai
8	Kasai Central
9	Kasai Oriental
10	Kinshasa
11	Kongo Central
12	Kwango
13	Kwilu

N°	Province
14	Lomami
15	Lualaba
16	Mai-Ndombe
17	Maniema
18	Mongala
19	Nord-Kivu
20	Nord-Ubangi
21	Sankuru
22	Sud-Kivu
23	Sud-Ubangi
24	Tanganyka
25	Tshopo
26	Tshuapa

Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes (PIFORES)

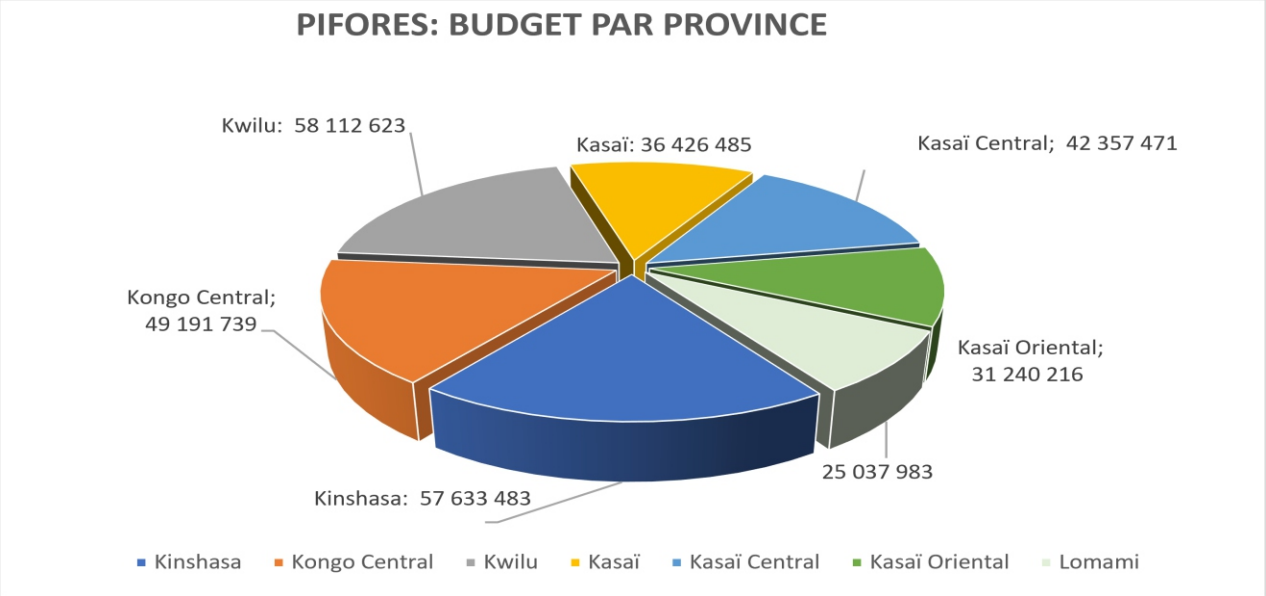
INTRODUCTION

Le Gouvernement de la RDC et la Banque mondiale ont signé le 04 septembre 2023 un accord de financement pour la mise en œuvre du Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes (PIFORES). Financé par les ressources de l'IDA à hauteur de 290 millions USD et du fonds fiduciaires ESMAP de la Banque pour le volet cuisson propre à hauteur de 10 millions USD, la mise en vigueur de ce vaste programme est intervenue le 01 mai 2024.

D'une durée de sept ans, le PIFORES couvre trente-six (36) Territoires repartis dans les sept Provinces constituant son aire d'intervention, à savoir : le Kongo Central, le Kwilu, le Kasaï, le Kasaï- Oriental, le Kasaï Central, la Lomami ainsi que la Ville Province de Kinshasa.

Le PIFORES vise à améliorer la gestion des paysages forestiers et à renforcer les moyens de subsistance des communautés dans les zones sélectionnées du projet. Il est structuré autour de cinq composantes ci-après :

Composante 1 : Amélioration de l'aménagement du Territoire pour la gestion des ressources naturelles dans les zones ciblées ;
Composante 2 : Développement de l'agroforesterie et des chaînes de valeur pour la gestion durable des paysages et l'amélioration des moyens de subsistance ;
Composante 3 : Développement d'une chaîne de valeur durable pour l'énergie et la cuisson efficace ;
Composante 4 : Approches améliorées et innovantes pour la mesure, le rapportage et la vérification (MRV) et le financement climatique basé sur les résultats ;
Composante 5 : Mise en œuvre et suivi et évaluation du projet.



Outre la poursuite de la mise en œuvre des certaines activités entamées avec les ressources de l'avance de préparation, l'année 2024 a été marquée par le lancement officiel du projet au niveau national et dans les différentes Provinces.

1. LANCEMENT DU PROJET

Après sa mise en vigueur intervenue le 01 mai 2024, le Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes (PIFORES) a été lancé officiellement au niveau national le 14 octobre 2024 par Son Excellence **Madame Eve BAZAIBA**, Ministre d'État en charge de l'Environnement et Développement Durable.

Pour la Ministre d'Etat **BAZAIBA**, le PIFORES est une réponse du Gouvernement de la RDC face à ses engagements pris dans le cadre du processus REDD + depuis 2009 et ce, pour lutter contre la déforestation et contre le changement climatique en adhérant à la vision d'un développement à faible émission de carbone dans l'exploitation et l'utilisation des ressources naturelles du pays. A ce titre, elle a salué l'accompagnement de la Banque mondiale qui n'a cessé de mobiliser des ressources et financements nécessaires afin de soutenir l'environnement propice à la REDD+ et tester de nouvelles approches pour promouvoir l'amélioration des moyens de subsistance grâce à la gestion durable des paysages

La cérémonie de lancement a connu également la participation des hauts représentants de la Banque mondiale dont **Madame Victoria KWAKWA**, Vice-Présidente de la Banque mondiale pour la région Afrique de l'Est et Australe ainsi que de **Madame Anna BJERDE**, Directrice Générale des Opérations à la Banque mondiale.



« Il y a trois domaines cruciaux où une action urgente est nécessaire et où la RDC peut jouer un rôle de premier plan dans la promotion du programme mondial à faible émission de carbone, à savoir : i) mettre fin à la déforestation, ii) promouvoir le reboisement durable et iii) œuvrer pour la transition vers un avenir énergétique à faible émission de carbone. La Banque mondiale est heureuse de soutenir les efforts de la RDC pour exploiter le potentiel de sa vaste forêt et de ses écosystèmes en tant que moyens de réduction de la pauvreté.
Je me réjouis ce jour pour le lancement du PIFORES qui fait partie du programme Global Challenge de la Banque mondiale sur les forêts pour le développement, le climat et la biodiversité, qui considère les forêts à la fois comme un moteur de prospérité et comme un moyen de sortir de la pauvreté.

Anna Bjerde, Directrice Générale des Opérations de la Banque mondiale

A la suite du lancement officiel du Programme au niveau national, des réunions de lancement ont été organisées aussi dans les différentes Provinces touchées par le PIFORES sous la présidence des Gouverneurs des Provinces. Outre les autorités provinciales ainsi que les services techniques provinciaux, les différentes réunions de lancement ont connu la participation des trente-six (36) Administrateurs des Territoires concernés par le PIFORES, la Société Civile Environnementale, les délégués des institutions d'enseignement supérieur et de la recherche, le secteur privé, les responsables coutumiers, les représentants des Populations Autochtones, les associations des femmes et des jeunes...

Au total, **91** personnes ont assisté aux différentes réunions de lancement du projet dont **17** femmes.



Madame le Ministre d'Etat, Eve BAZAIBA, lors du lancement du PIFORES au Fleuve Congo Hotel à Kinshasa

Ces différentes réunions de lancement ont été suivi par des réunions des Comités Provinciaux de Pilotage dont les objectifs étaient i) l'installation des Comités Provinciaux de Pilotage et ii) la validation des Plans de Travail et des Budgets Annuels (PTBA) de l'exercice 2025 pour chacune des Provinces.



La validation des PTBA au niveau des Provinces par les Comités Provinciaux de Pilotage a permis à l'UGP de produire le PTBA du PIFORES pour l'exercice 2025 qui a fait l'objet de validation par le Comité National de Pilotage au mois de novembre 2024.

Tableau 1 : ***Répartition du budget 2025 par Province***

Provinces	Prévisions budgétaires en USD
Kinshasa	12 465 801[1]
Kongo Central	5 114 581
Kwilu	5 343 008
Kasaï	3 303 722
Kasaï Central	4 311 734
Kasaï Oriental	4 064 734
Lomami	3 333 722
Total	**37 937 302**

Ce PTBA de **37 millions USD** est beaucoup plus orienté vers : i) les acquisitions au regard de l'envergure du Programme qui nécessite une logistique importante, ii) la réalisation des activités de structuration des populations en Comité Local de Développement (CLD) et iii) la réalisation des premières plantations à la fois avec les communautés et les fermiers/concessionnaires privés.



2. ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITÉS PAR COMPOSANTE

Au 31 décembre 2024, l'état d'avancement des activités par composante se présente comme suit :

Composante 1 : Amélioration de l'aménagement du Territoire pour la gestion des ressources naturelles dans les zones ciblées

A travers cette Composante, le Programme vise à aider les sept Provinces ciblées à élaborer des plans complets d'utilisation des terres à tous les niveaux administratifs en mettant l'accent sur le développement durable et la sauvegarde des écosystèmes forestiers. On estime que le Programme mettra plus de **12 millions d'hectares** de paysage sous la planification et le suivi participatif de la gestion de l'utilisation des terres.

Objectifs pour la Composante 1

- **7 Plans Provinciaux d'Aménagement du Territoire (PPAT) élaborés ;**
- **36 Plans Locaux d'Aménagement du Territoire (PLAT) élaborés ;**
- **910 Plans Simples d'Aménagement du Territoire (PSAT) élaborés ;**
- **910 Comités Locaux de Développement (CLD) créés/redynamisés ;**
- **80% Terroirs villageois dotés d'un registre foncier dans une Province Pilote.**

Durant la période sous revue, le projet a finalisé les termes de référence pour le recrutement des Assistants Techniques chargés d'élaborer les PPAT et PLAT. Compte tenu de l'envergure de la zone d'intervention, la mission a été subdivisée en trois (3) Pools suivants : Pool 1 (Kongo Central, Kwilu, Kinshasa), Pool 2 (Kasaï, Kasaï Central) et Pool 3 (Kasaï Oriental, Lomami). Pour chaque Pool, un Assistant Technique sera recruté.

Suivant les différentes étapes du processus d'élaboration des PPAT et des PLAT, les premiers plans seront disponibles à la fin de la deuxième année suivant la date du début des prestations projetée pour le mois de juin 2025.

En ce qui concerne les PSAT, le projet a lancé à la fin de l'année 2024 l'Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour le recrutement des Agences Locales d'Exécution appelées à conduire la mission d'élaboration des PSAT après la structuration des communautés en CLD. Le processus d'élaboration des PSAT va démarrer au mois de mai 2025. Les premiers PSAT seront livrés à la fin du mois de décembre 2025.

Lors des différentes missions d'informations sur le projet organisées dans les différentes Provinces, les autorités provinciales étaient sensibilisées sur la nécessité d'accompagner ce processus d'aménagement du Territoire car elles seront appelées à prendre des Édits Provinciaux afin de rendre ces différents plans opposables au tiers.

En ce qui concerne la mise en place des registres fonciers au niveau des Terroirs villageois, le Programme a lancé au courant de l'année 2024 le processus de recrutement d'un Assistant technique qui va appuyer la Commission Nationale de la Réforme Foncière (CONAREF) dans le déploiement de cet outil qui vise à renforcer la sécurisation des terres au niveau villageois ainsi que les investissements du projet. La mise en œuvre effective de cette activité est fortement liée à l'avancement du processus d'élaboration des PSAT dont les données, notamment celles relatives aux limites des Terroirs villageois seront captées dans les différents registres qui seront déployés.

Signalons par ailleurs que dans le cadre du renforcement des capacités des organismes affiliés au MEDD, notamment l'Agence Congolaise pour l'Environnement (ACE), le projet a lancé durant la période sous revue, le processus de recrutement d'un cabinet chargé de conduire l'évaluation des capacités institutionnelles de l'ACE afin de lui permettre de bien jouer son rôle de suivi environnemental. Cette mission qui va démarrer en 2025 débouchera par la mise en place d'un Plan de renforcement des capacités dont la mise œuvre sera en partie financée par le Programme en fonction des ressources disponibles.

Aussi, le Programme a lancé à la fin de l'année 2024, les discussions pour la prise en compte dans les modules d'enseignement les notions de gestion des risques environnementaux et sociaux dans le cursus des étudiants inscrits dans certaines filières (agronomie, environnement, économie rural et agricole, etc....) afin de permettre au pays d'avoir une masse critique des praticiens dans ce domaine.

Composante 2 : Développement de l'agroforesterie et des chaînes de valeur pour la gestion durable des paysages et l'amélioration des moyens de subsistance

La composante 2 est au cœur de la stratégie d'investissement et d'impact du projet, promouvant un paysage durable et une approche de financement dans toutes les activités. En effet, elle facilitera le développement des investissements dans le paysage par les communautés de petits exploitants agricoles et le secteur privé, réduisant ainsi la pression sur les écosystèmes fragiles dans la zone de mosaïque forêt-savane. Aussi, le Programme soutiendra les activités de réhabilitation/entretien des routes des dessertes agricoles en vue de connecter les zones de production au marché.

Objectifs pour la Composante 2

- **85 000 ha des plantations agroforestières mis en place avec les communautés ;**
- **35 000 ha des plantations agroforestières mis en place avec les fermiers privés ;**
- **270 000 ha des savanes mis en défens ;**
- **250 000 ha des forêts communautaires mis en place ;**

Durant l'année 2024, le Programme a lancé le processus de recrutement des Agences Locales d'Exécution (ALE) qui seront chargées de l'encadrement et suivi technique des activités qui seront réalisées par les communautés, à savoir : (i) les plantations agroforestières communautaires, (ii) les mises en défens des savanes ainsi que (iii) l'entretien des routes par la méthode HIMO. Pour assurer la pérennisation des actions du Programme au-delà de la période de sa mise œuvre, les ALE devront avoir un ancrage sociologique avéré. A long terme, ces investissements devraient générer des revenus plus importants pour environ **1,2 million** de membres des communautés rurales, dont **400 000** femmes et **50 000** peuples autochtones.

En ce qui concerne les activités qui seront réalisées avec les communautés, le Programme signera des contrats avec **36 ALE** (dont 1 ALE par territoire) qui auront la responsabilité d'encadrer les communautés qui seront structurées en **910** Comités Locaux de Développement (CLD). Les activités avec les ALE va démarrer au deuxième trimestre de l'année 2025.

Pour ce qui est des investissements avec les fermiers privés, le Programme a, durant la période sous revue, développé une stratégie d'anticipation avec les fermiers du secteur privé en vue de capitaliser les saisons culturales A 2024 et B 2025 en attendant le démarrage des activités avec les communautés et l'aboutissement du processus de recrutement des Assistants Techniques chargés d'encadrer la mise en œuvre de la sous-composante **« Appui aux investissements du secteur privé ».**



Consultation de la communauté du CLD Mosango, Secteur Mosango, Territoire de Masimanimba, Province du Kwilu.



Visite de la Ferme KAMISENDU, Village Munzabala, Territoire de Masimanimba, Province du Kwilu

Après acceptation de la stratégie par la Banque mondiale, une dizaine des fermiers identifiés lors des missions d'informations sur le projet ont été contractualisés pour réaliser **5 000 ha**. La mise en place des premières plantations a démarré au mois de décembre 2024 de sorte que les premiers résultats soient validés à la fin de la saison culturale B 2025.

S'agissant du développement des Concessions Forestières des Communautés Locales (CFCL), le projet a finalisé au 4ème trimestre de l'année 2024, le dimensionnement des activités à réaliser ainsi

que l'approche opérationnelle de cette sous-composante en tenant compte de l'envergure de la mission et de l'efficacité dans la mise en œuvre des activités sur le terrain. Comme pour le PPAT, cette mission a été subdivisée en trois (3) lots distincts. Le premier lot regroupe les Province du Kongo Central et du Kwilu, le deuxième lot regroupe les Provinces du Kasaï et Kasaï Central et le troisième lot regroupe les Provinces du Kasaï Oriental et de la Lomami. La mission va démarrer au second semestre de l'année 2025.

Quant au volet infrastructure, le projet a finalisé le protocole de collaboration qui sera signé avec l'Office des Routes pour la conduite des travaux de construction des ponts et autres ouvrages de franchissement à déployer dans les différents bassins de production en plus des routes qui seront entretenues par la méthode HIMO sous l'encadrement des ALE. Au niveau de chaque Province, le Programme soutiendra l'élaboration « **d'un Plan Infrastructures »** au début de l'année 2025 en vue d'identifier les besoins réels qui tiennent compte de l'objectif du projet visant à relier les bassins de production aux différents marchés.

Composante 3 : Développement d'une chaîne de valeur durable pour l'énergie et la cuisson efficace

A travers cette composante, le Programme vise à offrir une formation aux producteurs de charbon de bois pour améliorer la qualité de leur produit et réduire la consommation de bois. En effet, bien que l'objectif à long terme soit d'abandonner l'utilisation du charbon de bois comme source d'énergie, l'amélioration de sa production et de sa commercialisation peut jeter un pont vers une chaîne de valeur énergétique plus durable.

Aussi, à travers cette composante, le projet vise à promouvoir l'adoption des technologies de cuisson efficaces et de combustibles alternatifs, soutenant la transition de la RDC loin des combustibles traditionnels à base de bois.

Objectifs pour la Composante 3

- **190 000 personnes (50 000 femmes, 35 000 jeunes) charbonniers formés ;**
- **500 000 ménages dotés des solutions de cuisson propre ;**
- **2,5 millions de personnes ont accès aux solutions de cuisson propre ;**
- **2 politiques/réglementations pour le marché de la cuisson propre ;**
- **2 000 emplois créés dans le secteur de la cuisson propre ;**
- **16 millions USD mobilisés pour le RBF lié à la cuisson propre.**

La mise en œuvre de cette composante sera réalisée par des Assistant Technique en ce qui concerne le volet carbonisation et par l'Agence Nationale d'Électrification et des Services Énergétiques en milieux Rural et périurbain **(ANSER)** avec l'appui d'un Gestionnaire de fonds pour le volet de la cuisson propre. Le processus de recrutement de trois (3) Assistants

Techniques qui seront chargés d'assurer la mise en œuvre sur le terrain du volet carbonisation a été lancé à la fin de l'année 2024 et le début des prestations est prévu vers la fin du premier semestre de l'année 2025.

S'agissant du second volet de cette composante, celui en lien avec l'adoption de technologies de cuisson efficaces et de combustibles alternatifs, le projet est en attente de la signature du contrat entre ANSER et le Gestionnaire du projet AGREE qui sera aussi chargé de la mise en œuvre de ce second volet de la composante 3 du projet conformément à l'Accord de financement signé entre le Gouvernement de la RDC et la Banque mondiale.

Cependant, certaines activités prévues pour ce volet et dont la mise en œuvre ne revenait pas au Gestionnaire de fonds ont été réalisées en 2024. Il s'agit notamment :

- Du diagnostic organisationnel et fonctionnel du Centre d'Études et des Recherches sur les Énergies Renouvelables Kitsisa Khonde (CERERK). Ce dernier sera chargé d'effectuer des tests, des évaluations et des certifications pour déterminer si les solutions de cuisson sont qualifiées dans le cadre du programme FBR ;
- Du soutien à la conception de politiques et de réglementations notamment par la révision du Décret N°19/010 du 19 avril 2016 portant règlements d'hydrocarbures, (ii) et de l'Arrêté N°001/MIN-HYD/CAB/MIN/2015 du 14 février 2015 portant fixation des spécifications des produits pétroliers consommés en RDC ;



Participation des Experts de l'UC-PIF à l'atelier d'élaboration de la Stratégie Nationale de la Cuisson Propre en RDC



Sensibilisation des artisans locaux fabricants des foyers ameliorés, Kikwit, Province du Kwilu

- De l'actualisation du manuel combiné du programme RBF et du programme de subventions à l'innovation ;
- De la réalisation de l'état des lieux du secteur de la cuisson propre dans les chefs-lieux des Provinces du Kasaï Oriental (Mbuji-Mayi), de la Lomami (Kabinda) et du Kongo Central (Matadi) ;
- Du lancement du recrutement d'une firme chargée de conduire la communication et le marketing des activités de cuisson.

Composante 4 : Approches améliorées et innovantes de la mesure, de la notification et de la vérification (MRV) et du financement climatique basé sur les résultats

Cette composante est conçue pour renforcer la capacité et l'expertise du pays dans l'utilisation de la mesure, de la notification et de la vérification (MRV) pour surveiller les réductions d'émissions et d'autres résultats de l'action climatique. Il soutiendra également le développement de cadres nationaux complets pour s'engager dans des opportunités innovantes de financement climatique basé sur les résultats (FCBR) et de financement du carbone.

Objectifs pour la Composante 4

- **Le Système MRV établi et opérationnel ;**
- **Les Rapports de surveillance des GES préparés ;**
- **Les Cadres nationaux pour le RBCF établis et opérationnels.**

Au cours de l'année 2024, les activités suivantes ont été réalisées :

- La production du draft de la Stratégie pour la mise place du MRV ;
- Des échanges avec DIAF en vue de la mise en place d'un protocole de collaboration pour la réalisation de certaines activités dont la DIAF a la responsabilité conformément à l'accord de financement ;
- Le lancement des activités préparatoire pour l'organisation de l'Atelier de haut niveau sur la finance climatique et le marché carbone pour laquelle le projet compte capitaliser sur la feuille de route qui sera établie en vue de mettre en œuvre les actions visant à faire avancer la finance climatique et le marché carbone en RDC.



Au niveau de cette composante, les défis auquels le projet est appelé à proposer des réponses sont les suivants : i) le développement d'une méthodologie pour fixer les réductions d'émissions ou les émissions évitées liées à la cuisson propre, ii) le développement des équations allométriques pouvant permettre d'estimer la biomasse des arbres de moins de 5 cm de diamètre et iii) Garantir la conformité des méthodologies utilisées aux exigences du marché carbone au niveau international.

Composante 5 : Mise en œuvre et suivi et évaluation du projet

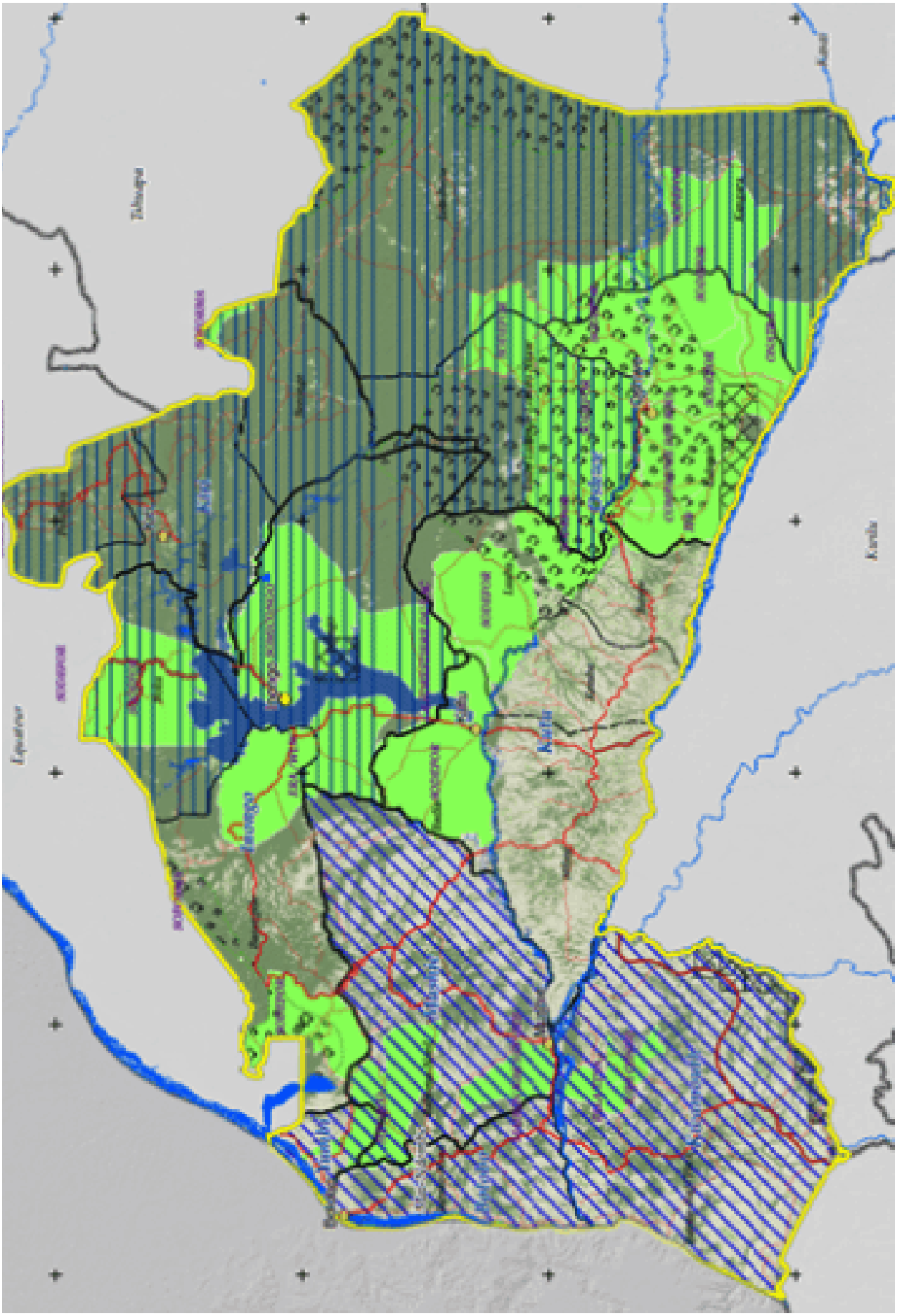
Cette composante dédiée exclusivement à la gestion du projet afin d'assurer la gestion efficace des activités du projet qui sont alignées sur les objectifs du projet et les procédures fiduciaires pour atteindre les résultats souhaités

Objectifs pour la Composante 5

- **90% des Griefs enregistrés concernant les activités du projet sont traités ;**
- **38,5 millions de TmCo2 réduites, séquestrées et évitées ;**
- **70% des bénéficiaires dans les zones du projet sont satisfaits du soutien et des services apportés par le projet.**

Au cours de l'année 2024, les activités suivantes en lien avec cette composante ont été menées :

- Lancement officiel du PIFORES
- Tenue de la première réunion du comité nationale du projet ;
- Tenue des réunions des comités provinciaux de pilotage du projet ;
- Production du PTBA de l'exercice 2025 ;
- Production du Plan de Suivi-Évaluation du projet ;
- Production du Guide de bonnes pratiques de sécurité routière ;
- Actualisation et publication du MGP ;
- Recrutement du personnel supplémentaire au niveau de la Coordination et des Antennes Provinciales ;
- Réalisation des études architecturales pour la réhabilitation des Bâtiments devant abriter les bureaux des Antennes Provinciales du PIFORES.



PROGRAMME DE REDUCTION D'ÉMISSION DU MAI NDOMBE

I. CONTEXTE

Le Gouvernement de la RDC considère le Programme des Réductions d'Émissions (PRE) du Maï-Ndombe comme étant la première étape dans la mise en œuvre de la stratégie REDD+ du pays au niveau juridictionnel. Il s'agit d'un modèle de développement vert dans le bassin du Congo, un test important de l'action du climat sur le continent africain destiné aux paiements basés sur les résultats pour la REDD+ dans les pays HFLD (Couverture forestière élevée et à faible taux de déforestation). Le PRE se veut être une occasion unique de garantir un financement public et privé à long terme pour la réalisation de l'objectif de l'Accord de Paris et de développement durable.

Le PRE vise à mettre en œuvre une vision à grande échelle du développement vert du pays en offrant des alternatives à la déforestation et en octroyant des primes à la performance afin de relever les défis du changement climatique, de la réduction de la pauvreté, de la gestion des ressources naturelles et de la protection de la biodiversité.

Dans ce cadre, le Gouvernement de la RDC et le Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) ont signé en septembre 2018, un Contrat d'Achat/Vente de Réduction des Émissions (CAVRE ou ERPA en anglais) à l'échelle juridictionnelle de la Province du Maï-Ndombe, pour un volume de 11 millions de Tonnes Métriques Équivalent CO_2 au prix unitaire de 5 dollars américains la tonne. Le CAVRE/ERPA était assorti de six conditionnalités pour sa mise en vigueur dont la dernière avait été complétée au mois de mai 2022.

Compte tenu du retard enregistré pour rendre effective cette transaction carbone pour laquelle les communautés ont des attentes importantes, l'UC-PIF a été chargée au 4ème trimestre de l'année 2023 de coordonner le processus afin d'accélérer le décaissement de la première tranche. A cet effet, plusieurs réunions regroupant les différentes parties prenantes notamment les autorités nationales et provinciales, les services techniques, la société civile et le secteur privé ont été organisées entre la fin de l'année 2023 et le premier trimestre 2024.



Réunion de travail pour la préparation du document de programme du CAVRE/ERPA, UC-PIF, Kinshasa/RDC

Ces différentes rencontres ont permis de jeter les bases pour l'avancement de ce processus, notamment i) la finalisation du premier rapport de suivi, ii) la production du document de programme des activités finançables par l'ERPA, iii) la tenue d'une mission sur la vérification du maintien du CLIP par les bénéficiaires au niveau de la Province du Maï-Ndombe, etc...

Toujours dans le cadre d'accélérer le décaissement de la première tranche de l'ERPA, l'année 2024 a été marquée par la tenue d'une mission d'assistance technique afin d'aider la RDC à pouvoir accéder au premier paiement de l'ERPA. Dans ce cadre, quarante et une (41) actions ont été identifiées afin de pouvoir faire avancer ce processus qui accuse un retard considérable pour sa matérialisation.



Réunion de travail des Parties Prenantes pour l'avancement du CAVRE/ERPA, UC-PIF, Kinshasa/RDC

Les actions majeures complétées en 2024 se résument comme suit :

- L'homologation du Programme de Réduction des Émissions (PRE) du Maï-Ndombe ;
- L'enregistrement du PRE Maï-Ndombe comme programme REDD+ implanté en RDC ;
- La signature de la lettre par la Ministère de l'Environnement et Développement Durable autorisant le Ministère des Finances (MINFIN) à transférer le titre de propriété au FCPF.

La mise en œuvre d'autres actions majeures se poursuivra au premier trimestre de l'année 2025 afin de pouvoir faire aboutir le premier décaissement au premier semestre de la même année. Il s'agit notamment : i) du transfert des titres de réduction des émissions, ii) de la signature de l'accord subsidiaire entre le Ministère des Finances et la Banque Commerciale où seront logées les ressources de l'ERPA, iii) de la désignation des signataires du Registre CATS, iv) de l'Avis Juridique du du Procureur Général de la République pour la conformité de la lettre de transfert des titres de réduction d'Émissions.

Il est prévu trois décaissements de l'ERPA en fonction de la performance du programme. En 2024, la RDC a fini la production du premier rapport avec l'appui des experts de la Banque mondiale.

2. PRIX DES CRÉDITS CARBONE DU FCPF

La discussion autour du prix unitaire de cinq dollars américains (5USD) de la transaction carbone de l'ERPA du PRE du Maï-Ndombe est au centre des débats des différents acteurs depuis plusieurs années. Il est donc important de contextualiser le processus afin de ressortir les avantages que l'ERPA offre à la République Démocratique du Congo. En effet, les prix des crédits carbones sont déterminés par le marché en fonction de divers facteurs et attributs desdits crédits. C'est donc les caractéristiques des crédits qui façonnent les marchés et les prix.

Aussi, l'ERPA du Maï-Ndombe est une initiative du FCPF dont plusieurs pays ont été bénéficiaires à l'instar de la RDC. Ainsi, les éléments suivants sont à considérer quant au prix unitaire accordé entre la RDC et le FCPF.

a) Démonstration de la faisabilité

L'approche de fixation des prix visait à fournir une démonstration de la faisabilité en vue de faciliter le développement des futurs prix du marché pour les réductions des émissions de haute qualité. En RD Congo, l'ERPA est le premier programme juridictionnel de réductions d'émissions. Ce programme pilote vise à appuyer le pays dans la mise en place d'un cadre d'analyse et d'une structure institutionnelle nécessaires pour générer à grande échelle des réductions d'émissions à partir de la REDD+.

Ainsi, l'objectif n'est pas commercial en soi, mais celui de préparer la RDC à accéder aux marchés mondiaux du carbone au-delà de ses engagements dans le cadre des ERPA. Comme pour les autres pays appuyés par le FCPF pour le développement des programmes de réductions d'émissions, le prix du carbone accordé avec la RDC est le même pour tous les ERPA avec les 14 autres programmes de réduction d'émissions dans le cadre du Fonds carbone.

b) Utilisation des Réductions d'Émissions dans le cadre des Contributions déterminées au niveau national (CDN) :

L'ERPA signé avec le FCPF prévoit que 70% des émissions réduites soient cédées au FCPF et 30% reviennent à l'état congolais. Sur les 70%, le FCPF retournera à la RDC 95% des RE et prévoit non seulement le paiement des RE transférées, mais également le re-transfert de ces réductions d'émissions à la RDC.
Les réductions d'émissions retransférées ne peuvent pas être vendues une deuxième fois à des tiers. Cependant, la RDC peut utiliser ces réductions d'émissions retransférées pour satisfaire à ses engagements en matière d'atténuation du changement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris, comme indiqué dans la Contribution Déterminée à l'echelle Nationale (CDN) du pays sans avoir investi de ressources pour financer les actions d'atténuation et d'adaptation.

c) Environnement favorable pour le programme

Le Fonds de préparation du FCPF a fourni à la RDC des subventions de plus de 8 millions USD qui ont permis i) de mettre en place les éléments de base pour la mise en œuvre des stratégies REDD+, ii)

d'établir les niveaux d'émission de référence, iii) de concevoir des systèmes de Mesure, Notification et Vérification (MNV) et iv) de mettre en place les systèmes d'informations sur les sauvegardes environnementales et sociales.

Aussi, pour soutenir la performance du PRE et espérer bénéficier des réductions d'émissions importantes, la Banque mondiale a pu mobiliser pour la RDC plus de 70 millions USD auprès du CIF, du CAFI/FONARED et du FEM pour financer les investissements au sein de la Province et ainsi mettre en place un cercle vertueux de carbone.

d) Validation, vérification et délivrance des réductions d'émissions

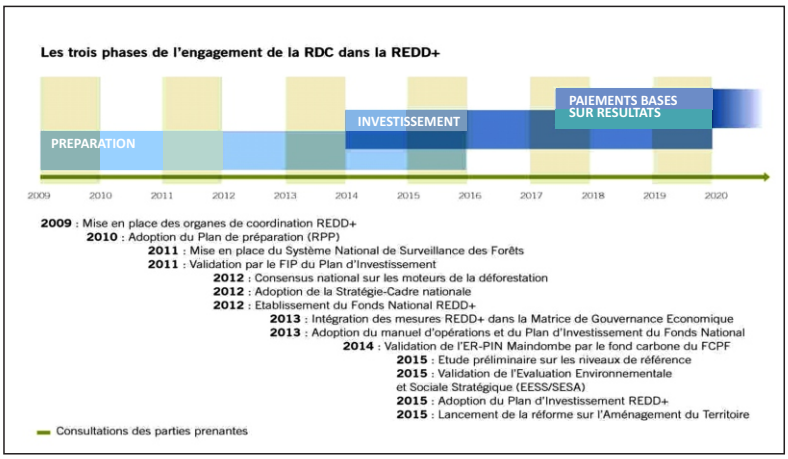
Toutes les réductions d'émissions sont sujettes à une vérification et validation par un auditeur indépendant et les quantités validées doivent être enregistrer dans un système d'échange d'actifs carbones moyennant le paiement d'un montant par unité des réductions d'émissions. Ces coûts sont à la charge du porteur du Programme de Réduction d'Émissions. Dans le cadre de l'ERPA du PRE Maï-Ndombe, le FCPF a pris en charge tous les coûts liés à la validation et la vérification des réductions d'émissions et l'enregistrement des réductions d'émissions sont faites dans le registre CATS de la Banque mondiale.

Toutes choses étant égales par ailleurs, Il apparaît clairement que le prix réel de la tonne de carbone du Maï-Ndombe est bien supérieur à 5$ si l'on prend en compte non seulement les ressources mobilisées pour l'implémentation des différents projets, les coûts opérationnels liés à la mise en œuvre d'un PRE, mais surtout le fait que la FCPF accepte de retourner 95% des ER vendues et bloquées pour une période donnée afin qu'elles soient prises en compte dans son CDN

PRE MAÏ-NDOMBE ET L'ABOUTISSEMENT DU PROCESSUS REDD+

Avec le décaissement prochain de l'ERPA du PRE Maï-Ndombe, la RDC est sur le point de compléter la dernière étape de son processus REDD+ à l'instar des autres pays qui ont bénéficié de l'appui du FCPF.

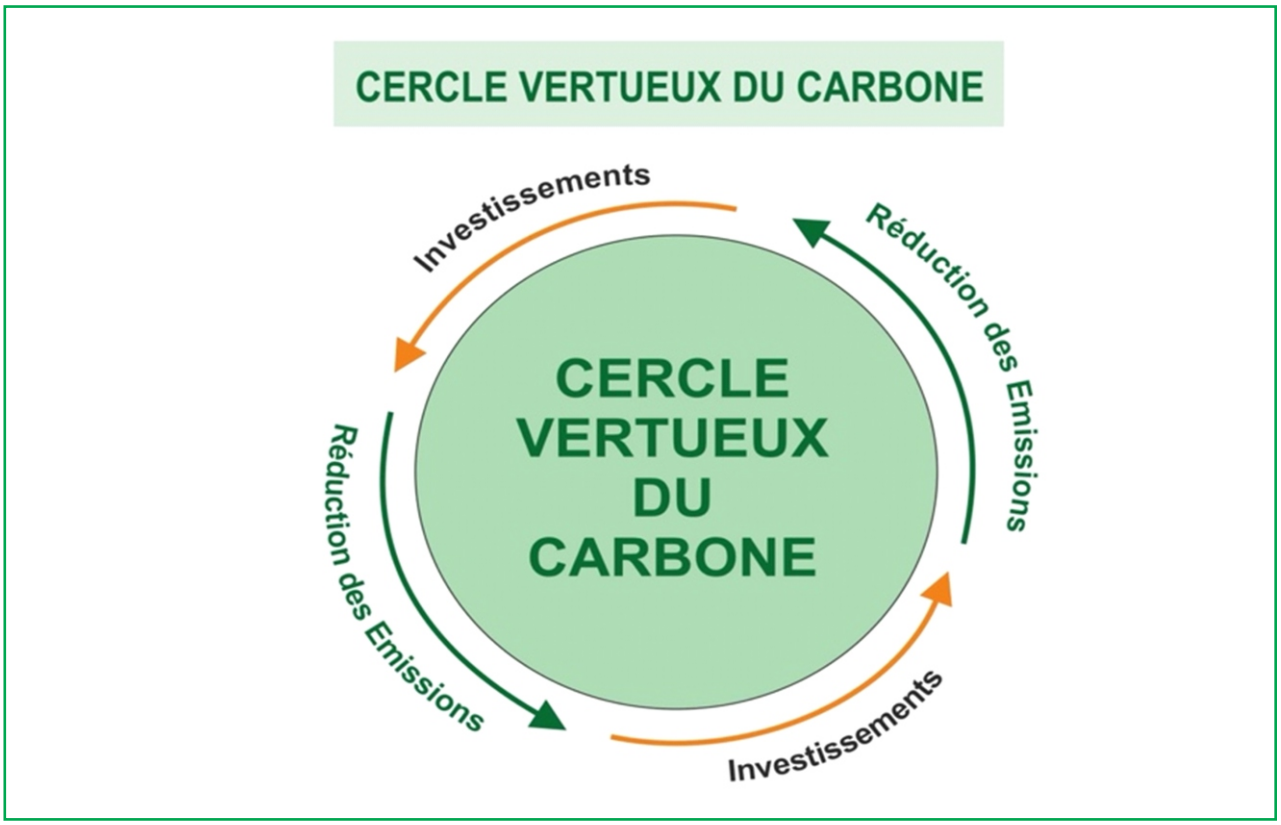
Engagé depuis 2009 dans ce processus, l'atteinte des différentes étapes du calendrier prévisionnel du processus REDD+ a connu du retard. Toutefois, ce retard a permis d'avoir un large consensus des différents acteurs impliqués à chaque étape franchie.



Des leçons ont été tirées tout au long de la mise en œuvre de ce processus. Ces leçons concernent plusieurs aspects, à savoir : i) la compréhension commune du processus (problématique du Plan de Partage de Bénéfice, montage des projet), ii) les modalités d'exécution et

et approches de mise en œuvre des projets pour soutenir la performance du programme, iii) la prise en compte des questions de sauvegardes environnementales et sociales, iv) la gouvernance locale en matière de gestion des ressources naturelles, etc...

Toutes ces leçons ont dans une certaine mesure contribuer à la mise en place des réformes visant à assainir la gestion forestière. Avec le décaissement de l'ERPA, la Province du Maï-Ndombe va bénéficier d'une source de revenu supplémentaire visant à financer son développement tout en contribuant à protéger son écosystème.



L'enjeu majeur autour du PRE est celui de maintenir le cercle vertueux de carbone qui a été installé dans le Province du Maï-Ndombe en vue d'émettre des crédits de réduction d'émissions de haute intégrité et ainsi capter d'autres financements climatiques.

L'atteinte de cet enjeu passe notamment par :
i) la poursuite de la mobilisation des différentes parties prenantes pour la préservation du capital forestier de la province et la réhabilitation des zones dégradées,
ii) l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre des activités économiques tournées vers l'atténuation des aléas climatiques,
iii) le renforcement des capacités des équipes sur les calculs de réduction d'émissions et la production des rapports de suivi,
iv) la mise en place des cadres techniques et réglementaires pour le développement d'un marché carbone pour la RDC,
vi) l'application intégrale des textes de lois sur la gestion forestière, etc...

Projet d'Opérationnalisation de l'ERPA (OPERPA)

a) PRÉSENTATION DU PROJET

Ce financement qui est une des conditionnalités à lever pour la mise en vigueur de l'OPERPA, vise à améliorer l'environnement favorable à des paiements efficaces basés sur les résultats dans le cadre du Contrat d'Achat/Vente des Réductions des Émissions (CAVRE/ERPA) du Programme de Réduction des Emissions du Maï-Ndombe. En effet, la RDC ayant l'ambition de devenir un acteur majeur en matière de la finance carbone, l'OPERPA va renforcer les cadres technique, légal et réglementaire ainsi que le cadre institutionnel, non seulement pour le PRE de la Province du Maï-Ndombe, mais aussi pour l'ensemble du pays. L'Accord de Don entre le Gouvernement de la RDC et la Banque mondiale a été signé le 06 septembre 2022 et l'Ordonnance Présidentielle portant approbation dudit Accord a été signée le 21 février 2023.

b) OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DE L'OPERPA

Améliorer l'environnement favorable à des paiements efficaces basés sur les résultats dans le cadre du Contrat d'Achat/Vente des Réductions des Émissions du Programme de Réduction d'Émissions du Maï-Ndombe (CAVRE/ERPA).

c) COMPOSANTES DE L'OPERPA

COMPOSANTE 1. Cadre technique : Opérationnalisation des outils et infrastructures REDD+ pour le Programme de Réduction d'Émissions Maï-Ndombe

Cette composante soutiendra l'opérationnalisation et le renforcement des outils nationaux de la REDD+ et des cadres techniques qui sous-tendent le fonctionnement du Programme de Réduction d'Emissions de Maï-Ndombe. Il s'agit notamment du suivi, du rapportage et de la vérification des résultats en matière de carbone, de l'hébergement du registre national REDD+, de la distribution des paiements du CAVRE aux bénéficiaires conformément au Plan de Partage des Bénéfices (PPB), de la mise en œuvre des instruments des Sauvegardes Environnementales et Sociales de la REDD+, et de l'opérationnalisation du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) au niveau national avec les canaux et outils de communication appropriés.

COMPOSANTE 2. Cadre juridique et réglementaire : Renforcer les bases juridiques et de gouvernance du Programme de Réduction des Émissions Maï- Ndombe

Cette composante devra renforcer le fonctionnement et soutenir l'amélioration continue des cadres réglementaire et de gouvernance qui sous –tendent le Programme de Réduction des Émissions Maï-Ndombe, y compris au niveau international, dans le contexte de l'Accord de Paris et des marchés volontaires du carbone.

COMPOSANTE 3. Cadre Institutionnel : Soutenir l'engagement continu et le renforcement des capacités des institutions et des parties prenantes

Cette composante renforcera les capacités techniques, opérationnelles et de communication des autorités et des parties prenantes du Programme de Réduction des Émissions Maï-Ndombe au niveau national et local (sur base d'une évaluation préliminaire des besoins). En particulier, elle appuiera la mise en œuvre du plan d'engagement des parties prenantes.

COMPOSANTE 4 : Gestion du projet

Dans le cadre de la préparation de la mise en œuvre, l'UC-PIF a produit le Manuel d'Exécution du Projet (MEP) qui a été validé par le Banque mondiale ainsi que le PTBA de l'année 2024 en prévision de la mise en vigueur.

Objectifs de l'OPERPA

- 5 outils nationaux REDD+ sont fonctionnels;
- 3 rapports biennaux de suivi de la réduction des émissions (ER-MR) du Programme ER Mai-Ndombe sont soumis et validés par le FCPF ;
- 80% des bénéficiaires sont satisfaits par rapport au PRE ;
- 1600 personnes sont formées sur les questions de changement climatique.

d) BENEFICIAIRES DE L'OPERPA

Il existe trois catégories des bénéficiaires de ce projet :

a) Les parties prenantes institutionnelles à différents niveaux qui soutiennent la mise en oeuvre du PRE Maï-Ndombe (Ministère de l'Environnement et Développement Durable , le Gouvernement Provincial du Maï-Ndombe et son Comité de Pilotage et le FONAREDD) ;
b) Communautés locales et Peuples Autochtones ;
c) Et le secteur privé.

e) ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITÉS

En 2024, des avancées remarquables ont été enregistrées dans le cadre de ce projet qui soutient l'opérationnalisation de l'ERPA du Maï-Ndombe. Ces avancées portent à la fois sur le décaissement et la préparation de la mise en œuvre de l'ERPA.

Par rapport au décaissement, les avancées suivantes ont été enregistrées :

- La soumission du premier rapport de suivi de l'ERPA au FCPF ;
- L'enregistrement du PRE Mai-Ndombe comme programme REDD+ en RDC ;
- L'homologation du PRE ;
- L'autorisation du MEDD pour le transfert des titres de réduction d'émissions au FCPF ;
- La révision du Plan de Partage des Bénéfices (PPB) pour refléter les modifications opérées dans le circuit de transmission des ressources de l'ERPA ;
- Ect...

Par rapport à la préparation de la mise en œuvre, les avancées suivantes ont été enregistrées :

- Production du document de programme des activités de l'ERPA ;
- Production de manuel des procédures de l'ERPA ;
- Production de la stratégie de communication.



f) MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

La mobilisation des parties prenantes est au centre des actions prioritaires pour la réussite de l'ERPA du Maï-Ndombe. A cet effet, des missions importantes ont été organisées au cours de l'année 2024. C'est notamment la mission conjointe conduite par la CN-REDD en vue de se rassurer du maintien par les communautés de la Province du Maï-Ndombe du CLIP, du respect des engagements et leurs implications à la mise en œuvre du programme de réduction des émissions du Maï-Ndombe.

En effet, l'ERPA a été signé depuis le mois de septembre 2018 et le premier décaissement est planifié pour le premier semestre de l'an 2025, soit 7 ans après. Cette mission a donc permis aux différentes communautés de la Province du Maï-Ndombe représentées par Madame le Gouverneur de confirmer le maintien du CLIP ainsi que de leurs engagements formulés dans le cadre du Programme de Réduction d'Émission (PRE).

L'année 2024 a été marquée aussi par l'élection des nouvelles autorités au niveau de la Province du Maï-Ndombe à la suite des élections générales organisées en 2023. Pour ce faire, le projet a organisé une mission d'information réunissant l'exécutif provincial, les députés provinciaux, les services techniques provinciaux, les Administrateurs des Territoires et la société civile afin de présenter le PRE Maï-Ndombe sur le Plan de Partage des Bénéfices (PPB) de l'ERPA ainsi que le document de programme des activités finançables avec les ressources de l'ERPA et, aussi, de recueillir les avis et considérations ainsi que les recommandations des parties prenantes.



Visite de courtoisie auprès du Ministre en charge de l'Environnement, Inongo, Province du Mai-Ndombe.

Cette étape a permis à l'UC-PIF d'avoir le document de Programme du CAVRE/ERPA, qui est une condition de décaissement de la première tranche par le FCPF.



Atelier de présentation du PBB et du document de Programme du CAVRE/ERPA, Inongo, Province du Maï-Ndombe

Les principales recommandations formulées à la suite de cette mission d'information sont les suivantes :

- Poursuivre le suivi des actions de la feuille de route en vue d'obtenir rapidement le premier décaissement indispensable pour expérimenter le premier PPB prévu pour ce contrat ;

- Continuer les actions de renforcement de capacités sur le CAVRE, le processus de décaissement conformément au PPB auprès des parties prenantes (Gouvernement provincial, Assemblée provinciale, ONG locale, Secteur Privé, services étatiques au niveau décentralisé et déconcentré).



Nous-nous réjouissons des avancées enregistrées à ce jour dans le cadre du Contrat d'Achat/Vente des Réductions des Emissions (CAVRE/ERPA) du Programme de Réduction des Emissions du Maï-Ndombe et formulons le voeu de voir le premier décaissement attendu aboutir afin de poursuivre la dynamique actuelle en matière de protection des Ecosystèmes et de lutte contre la pauvrété des communautés à travers une gestion durable des ressources naturelles. Le CAVRE/ERPA et son instrument de mise en oeuvre, à savoir le Plan de Partage des Bénéfices nécessitent une intensification des activités de sensibilisation à destination des différentes parties prenantes afin de leur permettre d'avoir la bonne information sur l'existence et l'exécution du contrat susmentionné.

NKOSO KEVANI Lebon,
Gouverneur de la Province du Maï-Ndombe

g) RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES SERVICES TECHNIQUES

Dans le cadre du renforcement des capacités des services techniques de l'État, notamment la Direction des Inventaires et Aménagement Forestier (DIAF) et la Coordination Nationale REDD+ (CN-REDD) ont été dotées en équipement ci-après :

Pour la DIAF : Sept (7) ordinateurs portables de haute performance (LAP DELL 9640 i9), cinq (5) ordinateurs portables (LAP DELL 9530), quatre (4) imprimantes couleur (PRIN HP 283 FDW), deux (2) imprimantes (A0 PRIN CAN PLOTTER).



Remise des équipements informatiques à la DIAF/MEDD

Pour la CN-REDD : Neuf (9) ordinateurs portables, deux (2) imprimantes laser couleur, un (1) photocopieur, quelques consommables pour imprimantes et p hotocopieur, un (1) vidéoprojecteur, trois (3) GPS, un (1) onduleur, un (1) stabilisateur et un (1) appareil photo-caméra.

Ces équipements permettront à ces deux services de bien remplir leurs missions, non seulement dans le cadre de l'ERPA du Maï-Ndombe (production du rapport de suivi de l'ERPA, opérationnalisation du Système d'Information sur les Sauvegardes « SIS »), mais aussi par rapport à leurs missions régaliennes au sein du Ministère de l'Environnement et Développement Durable.



Remise des équipements informatiques à la CN-REDD/MEDD

Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers « PGAPF » et ses Financement Additionnels

1. INTRODUCTION

L'année 2024 marque la fin de la mise en œuvre du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers en RDC. Approuvé en mai 2014 par le Conseil d'Administration et mis en vigueur en avril 2015, le PGAPF est l'un des premiers projets pilotes d'expérimentation de la REDD+ en RDC. Tout comme le Projet Intégré REDD+ dans les Bassins de Mbujimayi/Kananga et de Kisangani (PIREDD/MBKIS) clôturé au mois de juin 2023, le PGAPF est un projet issu du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF), l'une des quatre fenêtres de financement des Fonds d'Investissement pour le Climat mis en place en 2008 pour anticiper le Fonds Vert pour le Climat devenu opérationnel seulement depuis la COP 21 de 2015 (Accord de Paris).

L'objectif de ce projet est de tester de nouvelles approches pour améliorer le bien-être communautaire et la gestion des forêts ainsi que de réduire les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les zones sélectionnées

Le PGAPF est structuré autour de 4 composantes ci-après :

Composante 1 : Projet Intégré de Réduction d'Émissions du District des Plateaux (PIREDD/plateaux ;
Composante 2 : Facilitation des activités du secteur privé pour réduire les émissions liées au bois-énergie ;
Composante 3 : Promotion des systèmes agroforestiers à petite échelle ;
Composante 4 : Gestion du programme.

Le PGAPF a été porté par trois principales sources de financement issues du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF), de l'Initiative pour le Forêts d'Afrique Centrale (CAFI) à travers le Fonds National REDD+ (FONAREDD) de la RDC et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

a. Le PGAPF, Projet Parent (FIP)

D'un budget total de 36,9 millions USD obtenu du FIC à travers le FIP, le PGAPF (projet parent) a couvert toutes les composantes ci-haut reprises et a touché le bassin d'approvisionnement Ouest qui est constitué de la Ville Province de Kinshasa, la Province du Kongo Central, la Province du Kwango et la Province du Maï-Ndombe. La mise en œuvre du projet a été assurée par le World Wild Fund (WWF), pour ce qui est de la composante 1, agissant en qualité de Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) ; par le Bureau d'Etudes pour la Recherche et le Développement (BERD), pour ce qui est des activités de la Sous-composante 2b ; et des ONG locales pour ce qui est des activités de la composante 3 agissant en qualité d'Agences Locales d'Exécution (ALE).

A travers sa composante 1 dite PIREDD/Plateaux qui a couvert les 4 Territoires de l'ex District des Plateaux (Bolobo, Kwamouth, Mushi , Yumbi) dans la nouvelle Province du Maï-Ndombe, le PGAPF est le premier investissement qui a contribué à la Performance du Programme de Réduction des Émissions (PRE) du Maï-Ndombe pour lequel la RDC et la Banque mondiale ont signé en septembre 2018, la transaction carbone (CAVRE/ERPA) pour un objectif de 11 millions de tonnes métriques équivalent CO_2 pour une valeur de 55 millions USD .

b. Le PIREDD Maï-Ndombe (CAFI/FONAREDD)

Ce premier financement additionnel de 30 millions USD au PGAPF visait à étendre les investissements du PGAPF aux autres Territoires (Inongo, Kiri, Kutu, Oshwe) de l'ex-district du Maï-Ndombe en vue de promouvoir la performance du Programme de Réduction des Émissions du Maï-Ndombe avec l'ajout d'un axe sur les questions de Planification Familiale. La mise en œuvre des activités sur le terrain a été assurée par le Consortium FRMi-WWC agissant en qualité de Maître d'Ouvrage Délégué (MOD).

c.Le Financement Additionnel FEM (FA-FEM)

Ce second financement additionnel au PGAPF avait pour but d'accroître l'envergure des activités du PIREDD/Maï-Ndombe avec un accent particulier sur la prise en compte des aspects liés à la biodiversité. Le FA-FEM a couvert les Provinces du Maï-Ndombe et de l'Équateur. La prise en compte de la Province de l'Équateur est justifiée par le fait que la Réserve Naturelle de Tumba Lediima (RNTL) est à cheval entre ces deux Provinces. La mise en œuvre des activités était assurée sur le terrain par l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) et la Direction du Développement Durable (DDD) du MEDD à travers des protocoles de collaboration, tandis que le Consortium FRMi-WWC intervenait à travers un contrat de MOD.

2. RÉSULTATS ATTEINTS

Durant les dix années de mise en œuvre du PGAPF et de ses financements additionnels dans les différentes Provinces, des résultats majeurs importants ont été atteints.

a. Par rapport à l'objectif de développement

Par rapport à l'objectif de développement, trois indicateurs sont concernés à savoir : **i)** la réduction de -29,4 millions TCo2, **ii)** la mise en place de **368 000** ha des terres sous gestion durable des paysages et, **iii)** l'amélioration du revenu monétaire et non monétaire de **17% des ménages bénéficiaires**.

A la fin du projet, les résultats atteints par rapport à ces trois indicateurs de l'objectif de développement sont :
- 29 494 168 TmEq CO2 séquestrés (Plantation) ;
- 44 127 émissions évitées (Rendement énergétique**)** ;
- 376 565 ha des terres mis sous gestion durable ;
- 40 970 personnes sensibilisées dont 11 593 personnes ayant adoptés les nouvelles approches.

Il est important de signaler que pour le deuxième indicateur de l'objectif de développement, celui en rapport avec la gestion durable des terres, les échanges au cours de la mise en œuvre du PGAPF ont permis de bien le déterminer en ce qui concerne sa définition et sa métrique. Ainsi, trois dimensions sont à considérer lorsqu'il s'agit de la gestion durable des terres :

- **la terre dite gérée durablement** :
  la terre ayant fait l'objet d'un plan d'aménagement élaboré de manière participative, validé et signé par l'Autorité Territoriale (PGRN, PSG, PGEC) ;

- **la terre sous gestion communautaire** :
  les superficies pour lesquelles les communautés ont déjà fait des affectations ;

- **la terre sous gestion durable des paysages** :
  la terre ayant fait l'objet d'investissement (plantations et de mises en défens).

Tableau 2 : ***Superficies sous Plans, tenues et gérées durablement***

PROJET/FINANCEMENT	PLANS D'AMENAGEMENT PRODUITS (Nbre)	SUPERFICIE DE TERRE GEREE DURABLEMENT (Ha)	SUPERFICIE DE TERRE SOUS GESTION COMMUNAUTAIRES (Ha)	SUPERFICIE SOUS GESTION DURABLES DES PAYSAGES (Ha)
PGAPF/FIP	206	2 716 869	2 187 149	34 788
PGAPF/CAFI-FONAREDD	568	4 536 631	3 782 728	23 332
PGAPF/FEM	4	172 301	172 301	4 666
TOTAL	**774**	**7 425 801**	**6 142 178**	**62 786**

Outre ces résultats quantitatifs, le PGAPF a atteint d'autres résultats majeurs ci-après :

b) Par rapport aux zones de développement des activités agricoles

Depuis plusieurs années, les paysans pensaient qu'il était impossible ou économiquement moins bénéfique de faire l'agriculture en savane. Cependant, le PGAPF a permis de démontrer aux communautés qu'il était possible de communautés qu'il était possible de réaliser l'agriculture en savane et, même, d'obtenir des rendements presque similaires qu'en zones forestières, grâce à la pratique de l'agroforesterie (association arbre et culture).







PIREDD/Maï-Ndombe: Production du manioc en savane

c) Par rapport à la participation du secteur privé à l'agroforesterie

Le Secteur Privé en RDC est resté longtemps en marge de développement des activités agricoles en général et agroforestières en particulier, à cause des plusieurs contraintes, notamment l'absence des financements importants dédiés aux activités agricoles, la faible structuration du secteur, etc...



PGAPF: Plantation d'accacia (17 ha) à maturité en 2024 du CLD Kitsingi, Secteur de Bundi, Territoire de Seke-Banza, Kongo Central

Par rapport aux indicateurs des objectifs intermédiaires du projet, plusieurs résultats ont été atteints et qui sont renseignés dans le tableau ci-après :

Tableau 3 : ***Résultats/Indicateurs intermédiaires du PSAP***

Indicateurs	Unité	Cibles globales	Province de Kinshasa	Province du Kongo Central	Province du Maï-Ndombe			Total
					PIREDD/Plateaux	PIREDD/Maï-Ndombe	FA-FEM	
CLD créés/restructurés	nbre		29	179	215	568	-	991
PSG/PGRN produits	nbre		6	99	101	568	-	715
CARG redynamisés	nbre		2	17	10	19	-	48
Plantation agroforestières mises en place	ha		5 930	7 166	4 070	3 777	276	21 219
Plantation des cultures pérennes (palmiers à huile en savanes)	ha		-	-	-	2097		2097
Cultures durables ou à dégradation atténuée (en forêt)						1801		1801
Savanes mises en défens	ha		2 071	7 797	13 944	14 043	4 390	42 245
Forêts protégées	ha		-	-	-	5 523	-	5 523
Routes réhabilitées (HIMO)	Km		-	-	252	210	-	462
Ponts construits	nbre		-	-	17	32	-	49
Dalots Construits	nbre		-	-		10	-	10
Bâtiments construits	nbre		-	-	4	4	3	11
Bac et quais construits	Nbre	1 2	-	-	-	1 2	-	1 2
Foyers améliorés vulgarisés	nbre	70 000	80 625			-	-	80 625
Microprojet REDD+ mis en œuvre	nbre	2	-	-		-	2	2
CFCL mis en place	nbre		-	-	-	-	4	4
Forêts sous gestion communautaire	ha	50 000					172 301 ,21	172 301 ,21
Stratégie de bioprospection validée	nbre	1	-	-			1	1
Micro-projets pilotes sur la bioprospection mis en œuvre		2	-	-			2	2
Microprojets en faveur des Populations Autochtones mis en œuvre	nbre		-	-		12	9	21

d) Par rapport à l'aménagement du Territoire

Contribution à la politique nationale et test des outils au sein des communautés structurées.

e) Par rapport à la biodiversité

L'agroforesterie favorise le retour des certaines espèces et la réapparition des certains PFNL (chenilles, champignons).

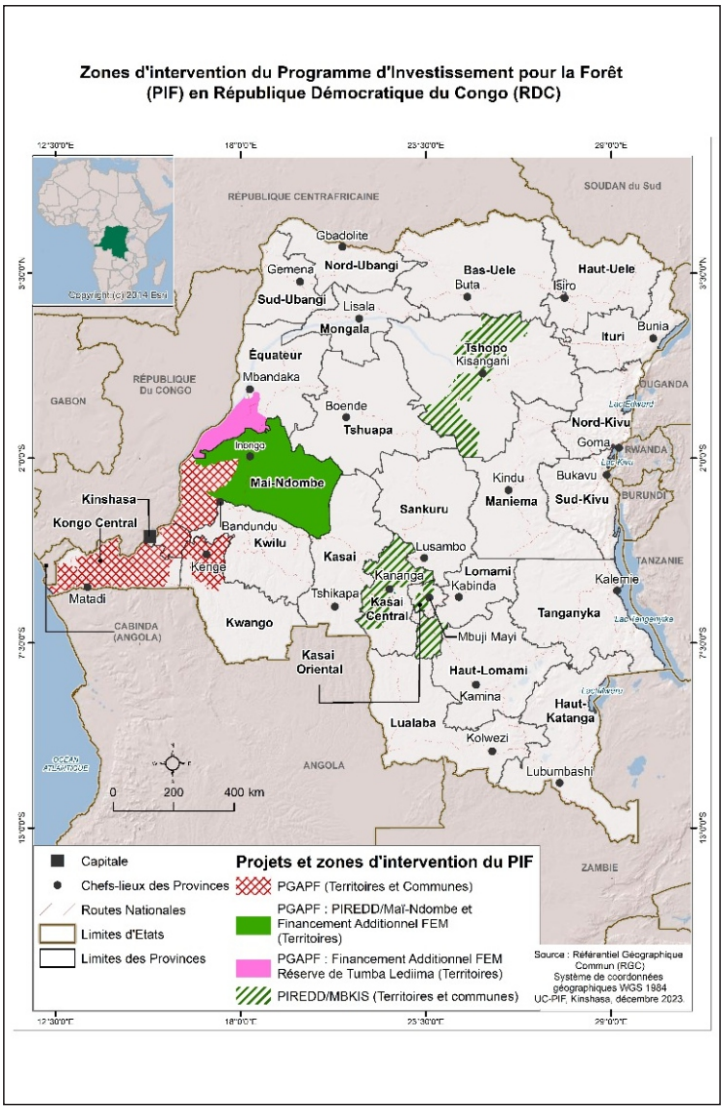
f) Par rapport au développement du marché carbone

- Le PGAPF est le premier investissement qui a contribué à la Performance du Programme de Réductions des Emissions du Maï-Ndombe pour lequel la RDC et la BM ont signé une transaction carbone pour un objectif de 11 millions de tonnes (équivalent CO_2 pour une valeur de 55 millions USD.

Plan d'investissement FIP et DGM en RDC : Clôture des activités

I. CONTEXTE

L'année 2024 a été aussi marquée par la clôture du Plan d'Investissement du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF) de la RDC. En effet, la RDC a été sélectionnée en 2010 parmi les huit pays pilotes du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF), l'un des trois Programmes du Fonds Stratégique pour le Climat (FSC). Le Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF) de la RDC s'insère dans le processus national REDD+ en tant que première source de financement devant permettre à la RDC d'entrer dans une phase d'investissement pour engager un déploiement opérationnel et à grande échelle de la REDD+ et développer les premiers programmes des changements transformationnels à partir du premier trimestre 2015.



Dans ce cadre, le Gouvernement de la RDC avait reçu deux Dons pour couvrir les coûts de deux projets pilotes, à savoir : (i) le Projet Intégré REDD+ dans les bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et de Kisangani « PIREDD/MBKIS » (21,5 millions USD), (ii) le Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers « PGAPF » (36,9 millions USD), respectivement sur financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Banque mondiale (BM).

Aussi, le Gouvernement de la RDC a reçu dans ce même cadre, un autre don de 6 millions USD pour la mise en œuvre d'un projet spécifique dédié aux populations autochtones, à savoir : le projet DGM.

Après près de 10 années de mise en œuvre de ces projets, le secrétariat exécutif du Fonds d'Investissement Climatique (FIC), conformément à ses procédures, a appuyé le Gouvernement de la RDC pour la clôture officielle du Plan d'Investissement du PIF de la RDC ainsi que du DGM à travers un atelier de trois jours réunissant les autorités politiques, les membres du secrétariat exécutif du FIC, les services techniques des Ministères clés concernés par la mise en oeuvre de ces projets, la société civile, le secteur privé, les Agences de mise en œuvre des activités au niveau opérationnel

opérationnel ainsi que les représentants des bénéficiaires. Cet atelier avait pour but de présenter les résultats atteints et de dégager les principaux points et messages à retenir concernant le plan d'investissement du FIP-RDC, du début à la fin.



Photo de famille : Atelier de clôture du Plan d'Investissement du PIF de la RDC, Pullman Hôtel, Kinshasa/RDC

II. RÉSULTATS FINAUX DES PROJETS DU FIP

Les résultats finaux des projets du FIP de la RDC ont été présentés en tenant compte des thématiques de son Plan d'Investissement.

a) Bois-énergie et produits agricoles produits de manière durable a augmenté

Deux indicateurs sont concernés par cette thématique. Il s'agit des i) hectares de plantations mis en place et ii) des émissions réduites/séquestrées.

Par rapport aux superficies plantées dans le cadre des deux projets financés par le CIF, près de 28 000 ha ont été plantés, soit 86% de l'objectif poursuivi. Le tableau ci-après reprend la situation des deux projets par type d'activité.



Atelier de clôture du Plan d'Investissement du PIF de la RDC : Présentation des résultatsPullman Hôtel, Kinshasa/RDC

Tableau 4 : Ha de plantation mis en place

Activités	PIREDD/MBKIS			PGAPF		
	Cibles	*Résultats*	*%*	*Cibles*	*Résultats*	*%*
Enrichissement des forêts dégradées	3 200	2 933	92%	-	-	
Reboisement des savanes	5 545	4 808	87%			
Agroforesterie	3 600	3 074	85%	20 000	12 996	65%
Total Général	**12 345**	**10 815**	**88%**	**20 000**	**17 166**	**86%**

Sources : Rapports terminaux des projets

En plus des plantations réalisées dans le cadre ces deux projets, **23 812 ha** de savanes ont fait l'objet de mis en défens dans le cadre du PGAPF. Ces différents investissements (plantations, mis en défens)

ont été réalisés avec les communautés structurées au sein des comités locaux de développement et des fermiers privés. Au total **21 660** paysans (dont **10 419** femmes) et 162 fermiers (dont **29** femmes) pour le PIREDD/MBKIS ; **16 490** paysans (dont **3 878** femmes) et 48 fermiers (dont **8** femmes) pour le PGAPF.

A la suite des investissements réalisés (enrichissement, reboisement et agroforesterie), le niveau de séquestration d'émissions observé est de **154 433 tonnes (équivalent CO_2)/an** pour le PIREDD/MBKIS et **29 494 168 tonnes (équivalent Co_2)/an** pour le PGAPF. Le tableau ci-après reprend la situation des deux projets.

Tableau V : Tonnes d'émissions séquestrées/évitées.

ACTIVITES	PIREDD MBKIS	PGAPF
	Niveau observé [tonne (équivalent Co_2)/an]	*Niveau observé [tonne (équivalent Co_2)/an]*
CO2 séquestré (Plantation)	**154 344**	**29 494 168**
Émissions évitées (Rendement énergétique)		**44 127**

Sources : Rapports terminaux des projets

b) Baisse de la consommation en bois-énergie des ménages urbains

Par rapport à la baisse de la consommation du bois-énergie dans les ménages urbains, des foyers améliorés ont été vulgarisés à Kinshasa, à Kananga, à Mbuji-Mayi et à Kisangani en vue d'encourager les ménages à utiliser de moins en moins les meules traditionnelle au profit des solutions de cuisson propre. Au total, 89 625 foyers améliorés ont été vulgarisés dont 80 625 à Kinshasa dans le cadre du PGAPF et 9 000 dans les autres villes à raison de 3 000 foyers par ville. Les études réalisées par le PNUD sur la consommation en énergies domestiques des ménages dans certains centres urbains de la RDC montrent que l'utilisation des foyers améliorés pour la cuisson contribue à une baisse de près de 30% en moyenne de la consommation en bois-énergie.



c) Superficie des terres sous gestion durable des paysages

Une terre est gérée durablement lorsqu'elle a fait l'objet d'un plan d'aménagement élaboré de manière participative, validé et signé par l'autorité Territoriale (PGRN, PSG, PGEC). Ce qui veut dire que l'espace est délimité et que les affectations au sein de l'espace sont connues et les règles de gestion définies. Dans ce cadre, 51 163 ha ont été soumis à la gestion durable des paysages à raison de 10 185 ha pour le PIREDD/MBKIS et 40 978 ha pour le PGAPF.

d) Amélioration des moyens de subsistance

Dans le cadre du PGAPF, les résultat de l'étude socio économique à mi-parcours réalisée en 2018 au niveau de la Composante 1 du projet ont révélé que partant d'un échantillon de 1 650 ménages, près de 15 700 ménages, soit près de 110 000 personnes dont 58 400 femmes ont vu leurs conditions de vie être améliorées grâce aux activités du projet . Les revenus globaux des ménages (monétaires et non monétaires) sont passés à une moyenne annuelle de 2,507.3 USD à 2,876.8 USD, soit une augmentation de 14,7%.



« Je suis Médecin Neuropsychiatre aux Cliniques Universitaires de Kisangani et Enseignant à la Faculté de Médecine de l'Université de Kisangani. Depuis mon Jeune âge, mon grand-père qui était paysan m'a beaucoup initié aux activités agropastorales notamment, l'agriculture, l'elevage et la pisciculture. Avec le projet d'afforestation financé par PIREDD/MBKIS, nous avons bénéficies d'un appui financier de 10.000$ et d'un appui technique de ses Experts pour aménager 6 ha de Cacaoyers, 4 ha d'Acacia et 10 ha de Palmeraie. Ce travail a été effectué à la satisfaction du projet.

Bien que le projet ait été clôturé, nous avons continué à développer les activités partant des approches apprises dans le cadre du PIREDD/MBKIS avec nos propre moyens. A ce jour, nous avons ajouté 15 ha de Cacaoyers supplémentaires avec la main d'œuvre locale formée par les Experts du PIREDD/MBKIS. Avec la demande croissante en Cacao dans la zone, les plantations réalisées avec le PIREDD/MBKIS, contribueront à l'amélioration du revenu non seulement du propriétaire de la concession que je suis, mais aussi de toute personne travaillant de manière permanente ou temporaire au sein de ma concession ».

Dr Simon BOKONGO LOKOFO KAWAYA,
Concessionnaire bénéficiaire du PIREDD/MBKIS, Province de la Tshopo

III. MESSAGES À RETENIR CONCERNANT LE PLAN D'INVESTISSEMENT DU FIP-RDC, DU DÉBUT À LA FIN

Au total, les onze (11) messages clés ci-après ont été retenus à l'issue de la clôture du Plan d'Investissement du FIP RDC.

Tableau 6 : *Messages clés*

a)	Le PIF a opérationnalisé la stratégie nationale REDD+ de la RDC, en effet permettant au pays de passer de la phase de préparation (Phase 1) à la phase d'investissement (Phase 2) contribuant ainsi aux paiements basés sur les résultats pour la réduction des émissions (Phase 3).
b)	Le financement du PIF a servi de pilote pour un concept important en RDC, catalysant des mises à l'échelle directe et indirecte substantielle : deux cycles de financements supplémentaires dans le cadre du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF – 27,25 millions USD de CAFI et 6,21 millions USD du FEM) et un investissement de suivi de 300 millions USD de la Banque mondiale dans le Programme d'Investissement pour la Forêts et la Restauration des Savanes (PIFORES), qui poursuit directement de nombreuses interventions du PIF-RDC.
c)	La stratégie innovante du PIF-RDC ciblant les bassins de déforestation autour des centres urbains (Maï-Ndombe, Kongo Central, Mbuji-Mayi, Kananga et Kisangani) a démontré un modèle viable pour réduire les pressions sur l'offre et la demande en bois de chauffage et charbon. Les résultats les plus significatifs ont été obtenus du côté d'approvisionnement, grâce à la gestion forestière durable (13+ millions tCO_2 eq) et aux activités de reboisement (10+ millions tCO_2 eq).
d)	Le PIF-RDC a généré un impact mesurable à grande échelle sur la réduction et l'évitement des émissions de gaz à effet de serre – plus de 31 millions de tonnes de CO_2 eq devraient être enregistrées sur les dix prochaines années (200 % de la cible prévue), les investissements du PIF continuant de produire leurs bénéfices en matière d'atténuation.
e)	Bien que le Projet Intégré REDD+ dans les Bassins de Mbuji-Mayi/Kananga et Kisangani (BAD) ait connu de longs retards dans la mobilisation des agences locales d'exécution et le lancement d'exécution physique, l'approche programmatique du PIF a permis au projet d'appliquer directement les approches les plus efficaces testées dans le Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (BM), d'accélérer la mise en œuvre lors de sa phase finale, et d'obtenir des résultats solides à une échelle ajustée.
f)	En intégrant les femmes dans les processus décisionnels et dans les initiatives de gestion forestière, le PIF-RDC et le DGM ont démontré que l'égalité de genre n'est pas seulement une exigence éthique, mais également un levier d'innovation et de résilience face aux défis climatiques. Ainsi, la reconnaissance des savoirs traditionnels des femmes et des populations autochtones a permis d'adapter les solutions climatiques aux réalités locales, tout en renforçant leur rôle au sein de leurs communautés.
g)	Le PIF-RDC et le DGM ont adopté un modèle participatif mettant en avant l'inclusion des populations autochtones et des groupes vulnérables, garantissant que leurs voix soient prises en compte dans les décisions. Ce modèle montre que l'inclusion sociale ne favorise pas seulement une meilleure appropriation des projets et une distribution juste des bénéfices parmi tous les acteurs, mais constitue également un pilier essentiel pour rassurer l'impact et la durabilité des investissements.
h)	Les approches de planification territoriale déployées dans le cadre du PIF-RDC (plans de gestion de ressources naturelles (PGRN), plans simple de gestion (PSG), plans simple d'aménagement de territoire (PSAT), plans de gestion de l'espace contractuel (PGEC)) se sont révélées efficaces en tant que mécanisme pour engager les acteurs locaux, formaliser les droits fonciers coutumiers, développer une vision unifiée et élargir les activités inclusives de gestion forestière durable à travers des terroirs villageois, tout en assurant leur conformité avec le régime foncier de la RDC (en évolution).
I)	Le PIF et le DGM ont joué un rôle important dans le renforcement de la cohésion sociale au sein des communautés impliquées, notamment en améliorant la cohabitation et les collaborations entre les peuples autochtones et les résidents locaux, favorisant l'apprentissage partagé et augmentant l'intégration du genre dans la planification et la prise de décision au sein des structures de gouvernance locale (notamment, les comités locaux de développement (CLD)).
j)	L'approche du PIF-RDC visant à sécuriser les droits fonciers et l'accès aux ressources naturelles pour les communautés et les agriculteurs privés impliqués dans l'agroforesterie et la gestion durable des forêts a renforcé l'efficacité de ces investissements pendant leur exécution et réduit les conflits liés aux limites de la terre, en plus de renforcer la connaissance des ressources naturelles localisées dans un terroir par les communautés.
k)	Le DGM s'est révélé transformateur en renforçant les capacités des communautés et en créant des réseaux parmi les peuples autochtones et les communautés locales pour consolider leurs droits et renforcer leur participation à la gestion durable des forêts. Le DGM a notamment mobilisé un soutien pour la loi reconnaissant les droits des peuples autochtones pygmées (Loi n°22/030 du 15 juillet 2022), en plus d'avoir supporté des communautés à obtenir des titres perpétuels (252 000+ ha) pour la mise en œuvre des micro-projets et à s'avancer en termes d'éducation (ex, l'alphabétisation des femmes).
l)	Malgré les réalisations du PIF et du DGM en matière de gestion durable des forêts dans les zones d'intervention, des pressions macro-économiques externes liées à la croissance démographique, à l'urbanisation et à l'exploitation minière continuent de provoquer la déforestation dans les provinces ciblées, réduisant les espaces couverts par les forêts naturelles (par exemple, à Kazumba).
m)	Les approches de renforcement des capacités institutionnelles et techniques ont été des facteurs déterminants pour l'efficacité d'exécution et la durabilité des activités du PIF et du DGM (par exemple, le soutien aux agences locales d'exécution, l'avancement des pratiques agroforestières améliorées et la mise à disposition d'outils de Systèmes d'Information Géographique et d'autres équipements).
n)	Le soutien du PIF-RDC dans l'agroforesterie et le développement des chaines de valeur (apiculture, promotion des produits ligneux et non ligneux durables), ainsi que les paiements pour services environnementaux a généré une valeur économique substantielle pour les ménages à travers Maï-Ndombe, Kinshasa, Kongo Central, Mbuji-Mayi, Kananga et Kisangani.
o)	Le PIF-RDC a démontré des progrès prometteurs dans la participation du secteur privé et la création de marchés dans la chaîne d'approvisionnement en bois-énergie, notamment grâce à la création de l'Alliance Nationale pour des Solutions de Cuisson Propre ; la mobilisation de sept entreprises dans la production, la distribution et la commercialisation de foyers améliorés ; ainsi que la livraison de près de 90 000 foyers propres dans les zones urbaines (et en augmentation).
p)	Lorsque les femmes assurent la gestion des terres, leurs pratiques de gestion durable s'avèrent souvent plus efficaces que celles des hommes. Toutefois, la parité de genre reste difficile à atteindre dans certaines régions, comme le Kasaï-Central, bien que dans d'autres provinces (telles que Kongo-Central et Maï-Ndombe), des exemples plus fréquents de femmes gestionnaires de terres peuvent être observés.
q)	Bien que tous les objectifs majeurs du PIF-DRC aient été atteints, les projets n'ont pas su renforcer les capacités des différents bénéficiaires sur la question de la carbonisation améliorée, à l'exception des bénéficiaires du territoire de Moanda, qui ont été formés sur les techniques de carbonisation améliorée. Le PIFORES (BM) prévoit continuer sur cette voie.

Mettre une photo sur la participation du Genre

SUPERVISION ET APPUI TECHNIQUE DE L'UC-PIF

Gestion Environnementale, Sociale, Genre & VBG

Compte tenu de l'envergure du projet, l'UGP a été renforcée au cours de l'année 2024 par un Expert en Développement Social, un Expert en charge des questions du genre&VBG ainsi que des Assistants en Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux (AGRES) pour les différentes antennes provinciales du PIFORES conformément au Plan d'Engagement Environnemental et Social du projet.

a) Activités des Experts de la Cellule Gestion Environnementale, Sociale, Genre et VBGG

- Gestion Environnementale

Par rapport à la gestion environnementale, au cours de l'année 2024 les activités suivantes ont été réalisées :

- Le screening des bâtiments mis à la disposition du projet devant abriter les antennes provinciales du PIFORES ;
- Le renforcement des capacités du personnel du projet sur le cadre environnemental et social de la Banque ainsi que le guide de bonnes pratiques de sécurité routière ;
- La présentation des aspects environnementaux aux réunions de lancement du Programme dans les Provinces du Kongo Central et du Kwilu ;
- La prise en compte des aspects environnementaux dans les différents TdR des activités du PIFORES ainsi que dans les conventions et les protocoles ;
- Participation du Spécialiste en charge des questions environnementales à la 15ème édition du séminaire international du Secrétariat pour l'Évaluation Environnementale en Afrique Centrale (SEEAC) à Brazzaville.



Photo de famille à l'issue de la séance des consultations avec les parties prenantes sur le screening E&S de l'Antenne Provinciale du Kasaï

- Développement Social

Par rapport à la mise en œuvre des activités sociales, l'Expert en Développement Social du projet a pris part aux missions de lancement du projet dans les Provinces du Kasaï et Kasaï Central pour présenter la manière dont les préoccupations sociales sont adressées dans le cadre du PIFORES.

Aussi, il a participé à la l'élaboration des différents termes de référence afin de s'assurer que les indicateurs sociaux soient pris en compte. Le MGP PIFORES a fait l'objet d'actualisation au cours de la période sous examen.

- Genre & VGB

Outre le recrutement de l'Experte Genre et VBG de l'UC-PIF. En termes d'activité, les activités menées au cours de l'année 2024 se présentent comme suit :

- Actualisation du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) sensible à l'EAS/HS ;
- Actualisation du code de bonne conduite ainsi que sa signature par tous les personnels de l'UC_PIF ainsi que toutes les partenaires de mise en œuvre ;
- Présentation des aspects Genre & VBG aux réunions de lancement du projet dans les Provinces du Kasaï-Oriental et de la Lomami ;
- Élaboration de la stratégie Genre-VBG du Projet (En cours de finalisation) ;
- Intégration des exigences en matière de Genre & VBG/EAS/HS dans les divers contrats, protocoles et convention conclus avec les consultants et partenaires de mise en œuvre du projet ainsi que les AMI ;
- Production des Termes de référence pour la cartographie des services VBG et actualisation des circuits de référencement ;
- Renforcement des capacités de certains personnels de l'UC PIF (les AGRES) sur les questions de genre du 16 au 18 décembre 2024.

Signalons par ailleurs qu'au cours de l'année aucune plainte touchant les aspects VBG n'a été enregistrée. Des mesures préventives sont prises pour éviter sa survenue au travers la sensibilisation continue des responsables au sein du projet et la signature obligatoire du code d'éthique et de bonne conduite avec prise en compte de la déclaration d'engagement individuel pour la prévention des violences basées sur le genre par chaque personne impliquée directement ou indirectement à la mise en œuvre.

b) Supervision Environnementale et Sociale

Au cours de l'année 2024, sept (7) missions ont été organisées sur la gestion environnementale et sociale y compris VBG, dont trois (3) conduites par la Banque mondiale et les autres par l'UC-PIF.
Ces missions ont porté essentiellement sur les aspects de screening environnement et social en vue d'évaluer les préoccupations environnementales et sociales et d'opérer la classification des sous projets pour la réhabilitation des bureaux devant abriter les antennes provinciales pour le PIFORES. Au niveau de l'OPERPA, une mission d'informations des parties prenantes sur le Plan de Partage des Bénéfices (PPB) du Programme de Réduction d'Émissions (PRE) du Mai-Ndombe et de présentation du document de programme de l'ERPA du PRE du Mai-Ndombe a été organisé à Inongo dans la Province de Mai Ndombe.

c) Mobilisation des parties prenantes

Par rapport à la mobilisation des parties prenantes conformément au PEES et à la NES 10 de la Banque mondiale, plusieurs activités impliquant des parties prenantes ont été réalisées au cours de l'année 2024. C'est notamment i) la participation des équipes du MEDD dans les missions de lancement du projet, ii) la participation des tous les ministères concernés aux premières réunions des comités de pilotage du projet au niveau national et provincial, iii) la participation des Gouverneurs des Provinces, des Administrateurs et des acteurs de la Société Civile aux réunions de lancement du projet et des comités provinciaux de pilotage.

Aussi, nous avons noté que le projet s'est beaucoup appuyé sur les Administrateurs des Territoires ainsi que les organisations de la société civile dans la publication des AMI pour le recrutement des Agences Locales d'Exécution appelées à encadrer les activités communautaires prévues pour chaque Territoire.

d) Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)

Le Mécanisme de Gestion des Plaintes a été produit dans le cadre du PIFORES et validé par la Banque mondiale. Celui-ci a été publié dans le site du Gouvernement et de la Banque mondiale durant l'année. Un plan opérationnel de dissémination a été produit pour une vulgarisation auprès des parties prenantes. Au cours de la période aucune plainte n'a été reçu dans le cadre la mise œuvre des activités de l'ensemble des projets sous gestion de l'UC-PIF.

e) Plan en faveur des Peuples Autochtones

Dans le cadre du PIFORES, plusieurs documents pour la gestion environnementale et sociale ont été élaborés conformément au Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque Mondiale (BM) et aux textes réglementaires de la RDC, plus particulièrement le Cadre de Politique des Peuples Autochtones (CPPA). Un protocole de collaboration sera signé avec le REPALEF pour la mise en œuvre dudit plan.
Pour l'OPERPA, l'année a été marqué par la préparation du processus d'actualisation des instruments cadres dont le Cadre de Planification des Peuples Autochtones.



Bénéficiaires du Sous Projet PA à Inongo, Province du Maï-Ndombe



Réunion avec les PA à Inongo, Province du Maï-Ndombe

Measurement, Reporting and Verfication (MRV)

Durant l'année 2024, l'UC-PIF a renforcé son équipe technique avec un Expert MRV. Ce dernier travail en lien avec la DIAF pour faciliter les échanges techniques sur les questions de MRV pour lequel le projet attend les appuis de la DIAF pour la production des rapports de suivi dans le cadre des programmes de réduction d'émissions (PRE). Les activités réalisées au cours de l'année 2024 se présentent comme suit :

- Élaboration de la stratégie MRV du PIFORES ;
- Participation à la finalisation du premier de suivi du PRE Maï-Ndombe ;
- Participation à la rédaction du deuxième rapport de suivi PRE Maï-Ndombe ;
- Élaboration et suivi de la mise en œuvre du protocole de collaboration entre la DIAF et l'UC-PIF dans le cadre l'OPERPA ;
- Participation à l'élaboration des termes de référence pour le recrutement de l'Assistant Technique chargé d'appuyer l'UC-PIF dans questions de la finance climatique et le marché carbone.

Aussi, l'UC-PIF à travers son Expert MRV a participé à plusieurs réunions et atelier, notamment :

- L'atelier de Coopération Sud-Sud Sur la mise en œuvre et l'opérationnalisation des Systèmes Nationaux de Surveillance des Forêts (SNSF) au Cameroun : Présentation de l'évaluation du SNSF RDC et planification pays : du 09 au 11 juillet 2024 ;

- L'atelier de clôture du Programme d'Investissement pour la Forêt : Présentation sur la quantification de l'effort du projet dans la séquestration du carbone (PIREDD/MBKIS et PGAPF dans le cadre de la gestion durable des terres et des forêts / émissions de gaz à effet de serre : du 10 au 12 décembre 2024 .

Energie et la cuisson propre et efficace

La mise en œuvre de ce volet au niveau de l'UC-PIF est suivi par deux experts dont l'un chargé de développement des chaînes de valeur touchant au la filière bois-énergie et l'autre chargé des questions en lien avec la cuisson propre et efficace. Les activités réalisées au cours de l'année 2024 se résument comme suit :

- Production de la stratégie de développement des chaînes de valeur prenant en compte la filière bois ;
- Suivi avec ANSER du processus de contractualisation du gestionnaire de fonds ;
- Suivi de la mission du consultant chargé du diagnostic organisationnel et fonctionnel du CEREK ;
- Actualisation du Manuel des procédures du mécanisme RBF ;
- Suivi du processus d'élaboration par les consultants des textes règlementaires de la filières GPL ;
- Production de l'état du secteur de la cuisson dans les villes de Matadi, Mbuji-Mayi et Kabinda.
- Participation à l'élaboration du Plan de Communication de la sous-composante 3.2.

Passation des Marchés

1. CONTEXTE

Dans le cadre des activités de son portefeuille, l'UC-PIF a assuré la gestion fiduciaire de la mise en œuvre de 2 projets financés par la Banque Mondiale (PIFORES et OPERPA)

a. Prestations non satisfaisantes des entreprises/fournisseurs et consultants

Tous les marchés engagés ont été exécutés à la satisfaction du Client que nous sommes. Les prestations se sont déroulées normalement et conformément aux attentes du Projet

b. Différend susceptible de déboucher sur des litiges contractuels, des procédures d'arbitrages ou des recours juridiques

Au cours de l'année 2024, l'UC-PIF n'a enregistré aucune plainte ou réclamation dans le cadre des contrats en cours d'exécution ou encore pour les marchés dont les processus de contractualisation sont en cours.

2. ETAT D'AVANCEMENT DE LA PASSATION ET EXÉCUTION DES MARCHÉS

En 2024, les plans de passation des marchés (PPM) du PIFORES et de l'OPERPA avaient 52 marchés, représentant un montant total de **71 608 935,93 USD.** La répartition des marchés prévoit 32 (37 500 206,00USD) pour les Consultants et 20 (34 108 729,93 USD) pour les fournitures. En termes d'engagement, 29 marchés (contre 24 sur 52 ont été engagés par l'UC-PIF représentant un montant global **6 108 910,00** soit 8,53%.

Quelques activités importantes ci-après ont été réalisées en 2024 :

- Publication de différentes listes restreintes relative à la sélection des ALE du PIFORES ;
- Acquisition de 216 motos pour les ALE du PIFORES ;
- Acquisition des matériels informatiques pour les ALE du PIFORES ;
- Livraison de 108 tricycles pour les ALE du PIFORES ;
- Signature des contrats relatifs à l'acquisition des outils aratoires pour les activités d'agroforesterie communautaire ;
- Renforcement des capacités de la DIAF en matériels et équipement divers ;
- Renforcement des capacités de la CNREDD en matériels et équipement divers.

Tableau 7 : ***État d'avancement des acquisitions en terme de nombre.***

Nombre	Signé	en Cours	total	Taux d'engagement
Fourniture	11	8	19	58%
Consultant	20	24	44	45%
Travaux	0	6	6	0%
Total	**31**	**38**	**69**	**45%**

Suivi-Évaluation et apprentissage

Par rapport au de suivi-évaluation, les s activités ont été menées durant la période.

PRÉPARATION DES NOUVEAUX PROJETS

Par rapport à la préparation des nouveaux projet, les activités suivantes ont été réalisées :

- Dimensionnement des activités du PIFORES par composantes ;
- Participation aux missions d'informations des parties prenantes sur le PIFORES dans les 7 provinces concernées par le projet ;
- Production de la planification pluriannuelle du PIFORES ;
- Production des PTBA 2024 et 2025 du PIFORES ;
- Élaboration du Manuel de Suivi-Évaluation du PIFORES ;
- Participation à l'élaboration du Manuel de suivi des Plantations ;
- Coordination du processus de l'élaboration du document de programme de l'ERPA du Maï-Ndombe et du document de programme PSE ;
- Participation aux réunions de lancement du PIFORES dans les Provinces du Kasaï et du Kasaï Central.

RAPPORTAGE

Pour rapport au rapportage, les activités suivantes ont été réalisées :

- Production du rapport d'achèvement du Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF) et de ses financements additionnels (CAFI et FEM);
- Production du rapport du rapport d'achèvement du PIREDD/MBKIS ;
- Production des rapports trimestriels d'avancement technique des projets PIFORES, OPERPA, PIREDD/Maï-Ndombe et du FEM ;
- Production des rapports semestriels du FONAREDD ;
- Participation à la production du premier rapport de suivi de l'ERPA du PRE Maï-Ndombe.

AUTRES ACTIVITÉS DE SUIVI-ÉVALUATION

Échanges d'expériences

Dans le cadre des échanges d'expériences, l'UC-PIF a pris part à la **Conférence Internationale sur l'Afforestation et le Reboisement CIAR)** à Brazzaville du 01-06 juillet 2024. Les thématiques ci-après :

- état des lieux de l'afforestation et du reboisement à travers l'analyse des progrès et des défis persistants dans la mise en place des plantations forestières et agroforestières à usages multiples, de l'agroforesterie de la restauration des forêts dégradées ;
- urgence climatique, rôle des forêts et impact sur les vies humaines, à travers



Délégation de la RDC au CIAR, Brazzaville, juillet 2024

des échanges sur le rôle crucial des forêts dans la régulation climatique et la protection de la biodiversité ;

- solutions scientifiques innovantes pour l'afforestation et le reboisement, à travers des échanges sur des avancées technologiques et scientifiques nécessaires à la mise en place des plantations forestières et agroforestières ;
- financements et partenariats à travers des échanges sur les mécanismes de financement durable et des partenariats publics-privé, impliquant les subventions des États et des bailleurs de fonds, les investissements privés et les financements climatiques y compris les opportunités du marché carbone,
- échange sur les éléments de la stratégie de la décennie mondiale de l'afforestation et du reboisement, à travers la définition d'une vision, des objectifs, des axes stratégiques et des indicateurs de suivi de cette initiative à travers le monde.



Vue des panélistes sur la session sur les enjeux écologiques et environnementaux des plantations agroforestières.

Dans le cadre du partage d'expérience, le Secrétaire Général à l'Environnement a partagé l'expérience de la RDC par rapport au marché carbone en expliquant le processus et mécanisme au niveau national et l'arsenal juridique en cours pour encadrer ce marché. Il a en plus donné des exemples des projets ayant déjà bénéficié de la vente carbone et aussi rappelé les grands défis concernant le modèle transactionnel financier des projets carbones.

Aussi, l'UC-PIF, au travers de son Expert National en suivi évaluation, a aussi partagé son expérience dans le secteur agroforestier. La présentation a été axée sur les grands résultats du Projet de Gestion Améliorée des Paysage Forestier mais aussi des approches de mise en œuvre démontrant la faisabilité de la REDD+ en RDC. La présentation a aussi insisté sur la place des activités habilitantes pour la réussite des activités sectorielles agricole/agroforestière et la place du secteur privé dans le mécanisme international promouvant l'afforestation et le reboisement.

Les perspectives du PIF/RDC pour 2025

Pour l'année 2025, les activités majeures du programme se présentent comme suit :

PIFORES

- Recrutement des différents assistants techniques ;
- Signature des contrats avec les ALE ;
- Mise en place des plantations pour capitaliser les saisons culturals B2025 et A2025 ;
- Signature des contrats avec le gestionnaire de Fonds pour la mise en oeuvre des mécanismes RBF ;
- Finalisation de la Stratégie MRV ;
- Réalisation de l'Enquete Socio-économique de base ;
- Organisation de l'Atélier de haut niveau sur la finance climatique et le marché carbone ;
- Finalisation de la Stratégie Genre & VBG.

OPERPA

- Production de l'état des lieux des outils et infrastructures REDD+ en RDC ;
- Révision de l' Arrêté d'Homologation ;
- Opérationnalisation du Registre National REDD ;
- Développement d'un cadre méthodologique pour l'imbrication des sous-projets REDD+ ;

ERPA

- Amandement de l' ERPA ;
- Révision du Plan de Partage des Bénéfices ;
- Validation du 1er rapport de suivi du PRE 2019-2020 ;
- Production du document de programme des activités finançables par l'ERPA ;
- Finalisation du processus de démonstration de la capacité de transfert des titres de RE ;
- Production et soumission du 2ème rapport et 3ème rapport de suivi RE ;
- Production du Manuel des procédures ;

Mobilisation des ressources pour le Programme

- Restructuration du PIFORES pour la prise en compte des ressources du programme PSE ;



UNITÉ DE COORDINATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT POUR LA FORÊT DE LA RDC

Avenue PUMBU, Immeuble SKYVIEW 2
Commune de la Gombe, Kinshasa-RDC
Tél: +243818843278 - 827856777
ucpif.rdc@gmail.com
www.ucpif.cd
www.facebook.com/pifrdc
https://www.linkedin.com/in/ucpifc
www.youtube.com/@UC-PIF
x.com/ucpifrdc23